

LE DEVOIR

Exigez
L'Agenda!



VOL. XC - N° 65

LES SAMEDI 25 ET DIMANCHE 26 MARS 2000

1,95\$ + TAXES = 2,25\$

LIVRES

DANY LAFERRIÈRE:
FIN DE PARCOURS

PAGE D 1

LES ACTUALITÉS

LES MINISTRES DE LA SANTÉ
SONT PRÊTS À AFFRONTER
ALLAN ROCK

PAGE A 3

PLAISIRS

DANIEL PINARD: PAELLA
EN TROIS TEMPS ET
ROULEAUX DE PRINTEMPS

PAGE C 14

Révolution tranquille

À compter de jeudi, l'UQAM tient un grand colloque sur les 40 ans de la Révolution tranquille. En vue de cette conférence et dans le contexte du débat plus large qui fait rage depuis quelque temps sur le «modèle québécois» issu de cette «révolution», *Le Devoir* vous offre à compter de lundi des entrevues avec des acteurs de cette époque: Jean-Paul Desbiens (le frère Untel), Hélène Pelletier-Bailargeon, Pierre Bourgault, Claude Morin et Lise Bacon. Aussi, dans la page *Idées*, une série d'analyses jetteront un éclairage original sur cette période. Aujourd'hui, nous résumons les enjeux de cette réflexion.

De la glorification à la remise en question

JEAN DION
LE DEVOIR

Il a été dit d'elle qu'elle avait engendré, littéralement, le Québec moderne. Pendant longtemps, on l'a glorifiée: sortie de l'obscurantisme, ouverture au monde, maturation, prise en charge. Mais voici que des voix s'élèvent pour poser des questions. Qu'est-ce au juste que cette Révolution tranquille? Qu'a-t-elle donné? Faut-il la repenser? Faut-il carrément rompre avec ce qu'elle a fait, ou essayé de faire?

Faute de mieux, on l'appelle l'école «révisionniste», et elle a le vent en poupe. Il s'agit même du courant dominant dans les recherches actuelles en histoire récente du Québec, dit Robert Comeau, lui-même professeur d'histoire à l'Université du Québec à Montréal.

Que soutient cette approche, défendue surtout par de jeunes universitaires? Prenons bien garde de faire les nuances qui s'imposent. Mais en substance, posons que la Révolution tranquille n'a pas été une rupture aussi profonde qu'on s'est employé à le dire, tout au plus une accélération de phénomènes déjà bien présents dans la société québécoise, à commencer par la libéralisation économique et la «décléricalisation». Et que tout ce que la Révolution tranquille a produit n'était pas nécessairement bon et qu'il est peut-être temps d'en reconsidérer les acquis, qui n'ont pas profité à tout le monde.

Cette façon de voir les choses était à peu près inconnue jusqu'à tout récemment. «Il fallait du temps et du recul pour aborder le tout sous un nouvel éclairage», note Gilles Paquet, professeur à la faculté d'administration de l'Université d'Ottawa et critique de l'analyse «classique» de la Révolution tranquille. «Il y avait un fort enthousiasme à l'égard de cette période, et on ne s'est pas questionné sur quoi ce soit», surtout que la génération en place était aussi celle qui avait effectué les grandes modifications.

«Il y a remise en question du grand récit», ajoute Gilles Gagné, sociologue à l'Université Laval. «Les acteurs de la

VOIR PAGE A 14: GLORIFICATION

■ À lire dans la page *Idées*:
La révolution inachevée, par Jean-Philippe Warren

MÉTÉO

Montréal Ennuagement graduel. Doux.
Max: 15 Min: 2

Détails, page C 10

INDEX

Annonces C 11 Éditorial A 12
Bourse C 9 Livres D 1
Les Arts B 1 Le monde A 10
Avis publics C 5 Les sports C 12
Carrières C 6 Montréal A 8
Économie C 1 Mots croisés C 13

www.ledevoir.com

La Caisse de dépôt contre-attaque

Alliance-surprise avec Quebecor pour arracher Vidéotron à Rogers

HÉLÈNE BARIL
LE DEVOIR

La Caisse de dépôt ne s'est pas résignée à laisser Vidéotron passer aux mains de Rogers Communications. Elle s'est alliée à Quebecor pour faire une offre de 5,9 milliards de dollars pour l'ensemble des activités de la compagnie, y compris TVA.

Quebecor s'est présentée avec un projet «excitant» au moment où les dirigeants de la Caisse réfléchissaient à une façon de conserver «ce merveilleux actif qu'est Vidéotron», a expliqué hier le président de Capital Communications, Pierre Bélanger.

Quebecor et la filiale de la Caisse de dépôt veulent offrir 28,41 \$ comptant et des actions, soit l'équivalent de 49 \$ l'action, pour Vidéotron. L'offre de Rogers Communications est de 0,925 action de Rogers pour chaque action de Vidéotron, ce qui équivaut à 45 \$ l'action ou 5,6 milliards. L'offre de la Caisse et de Quebecor inclut toutefois la participation de 35 % de Vidéotron dans TVA, dont la capitalisation totale vaut un milliard.

Le président de Capital Communications affirme qu'il s'agit d'une offre très supérieure à celle de Rogers parce qu'elle permettra de créer un géant québécois des télécommunications, Quebecor Media. «Ce qu'on

VOIR PAGE A 14: CAISSE

■ Voir autres textes
en pages A 6 et C 1



Pierre-Karl Péladeau, grand patron de Quebecor, était la cible des caméras hier.

CE QUE SERAIT «QUEBECOR MEDIA»

Médias

- TQS
- TVA
- Journal de Montréal et Journal de Québec
- Chaîne Sun Media
- Vidéotron câble et clubs vidéo
- 53 hebdomadaires (Quebecor)
- Trustar (7 jours, TV 7 Jours, TV Hebdo, Le Lundi, Dernière Heure, etc.)
- Archambault (livres et disques)

Internet

- Netgraphe (Toile du Québec)
- Informission
- Canoe
- Infiniti

L'énigme Poutine

Le futur maître du Kremlin s'est toujours trouvé du bon côté du manche

VÉRONIQUE SOULÉ
LIBÉRATION

«**M**a vie est simple, elle se lit comme une ligne de la main: après l'école, je suis entré à l'université; de l'université, je suis allé au KGB; du KGB, à la mairie de Saint-Petersbourg; de là, à l'administration présidentielle à Moscou; ensuite au FSB (successeur du KGB); puis, je suis devenu premier ministre, puis président intérimaire...» Avec sa sidérante platitude, l'introduction de Vladimir Poutine à son livre-

entrevue (À la première personne) résume l'un des grands traits de caractère du personnage: sa banalité.

Ne serait-ce l'auréole de mystère qui entoure son passé d'espion, la personnalité du président russe intérimaire — assuré d'être élu lors de la présidentielle de demain — ne susciterait guère de passion. Blond et pâle, un physique terne et peu expressif, Vladimir Poutine, 47 ans, est pourtant aujourd'hui l'homme le plus populaire de Russie. Pareil

VOIR PAGE A 14: ÉNIGME

■ Autres textes en pages A 10 et A 12



Vladimir Poutine

72^e soirée des Oscars

Y aura-t-il une justice?



Kevin Spacey et Annette Bening, vedettes de *American Beauty*

American Beauty, la grinçante et savoureuse comédie de Sam Mendes, part favorite pour la course aux Oscars dimanche soir, mais point de balayage en vue. Beaucoup de grappillage devrait être au menu de cette 72^e édition, qui nous apportera sans doute son lot de surprises... et de déceptions.

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Bon! Voici le retour des Oscars dimanche soir. Hollywood prépare ses robes et astique ses ego. Une 72^e édition, donc, avec un cheval de tête qui se détache du peloton, vraiment meilleur (j'allais dire objectivement meilleur, mais vous m'auriez accusée de subjectivité) que les autres. J'ai nommé le caustique, le fascinant *American Beauty*, de l'homme de théâtre Sam Mendes, qui part favori avec huit nominations. S'il existe une justice en ce bas monde, il devrait récolter le lot des statuettes: meilleur film, meilleur réalisateur, meilleur scénario, meilleur montage, en plus de quelques lauriers aux acteurs.

Mais, la justice? Bah! Tout dépend du temps d'antenne que les acteurs, les actrices, les réalisateurs ont glané dans les différentes émissions pré-Oscars. Il faut que leurs têtes aient été vues partout, omniprésence susceptible d'influencer les 5607 membres votants de l'Academy. La forte somme est investie en promotion pour chaque joueur et c'est parfois au plus fort (et au plus riche) la poche.

Nonobstant la trépidante mise en marché de la grosse machine, restent les thématiques, qui peuvent influencer les votants tout autant que la valeur artistique des films. *American Beauty*

VOIR PAGE A 14: OSCARS

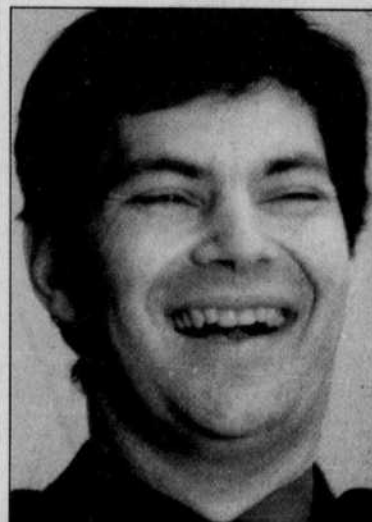
■ Voir autre texte en page B 8

POLITIQUE

Dumont ne veut pas d'un marché noir de la santé

Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, ne croit pas aux miracles dans le domaine de la santé, mais il affirme, dans une entrevue au *Devoir*, qu'on peut améliorer les choses en élargissant l'offre de services des cliniques médicales privées dans un système qui resterait globalement public et gratuit. Il ouvre cependant la porte à la possibilité que des patients puissent déboursier des sommes raisonnables pour subir plus rapidement des chirurgies mineures afin d'éviter que ne se développe un marché noir de la santé au Québec. M. Dumont soutient par ailleurs que l'un des maux qui rongent le système politique canadien est l'hégémonie du PLC, qui mène à la confusion entre le parti et l'État à Ottawa.

■ À lire en page A 8



Mario Dumont

ERNEST BOURGAULT

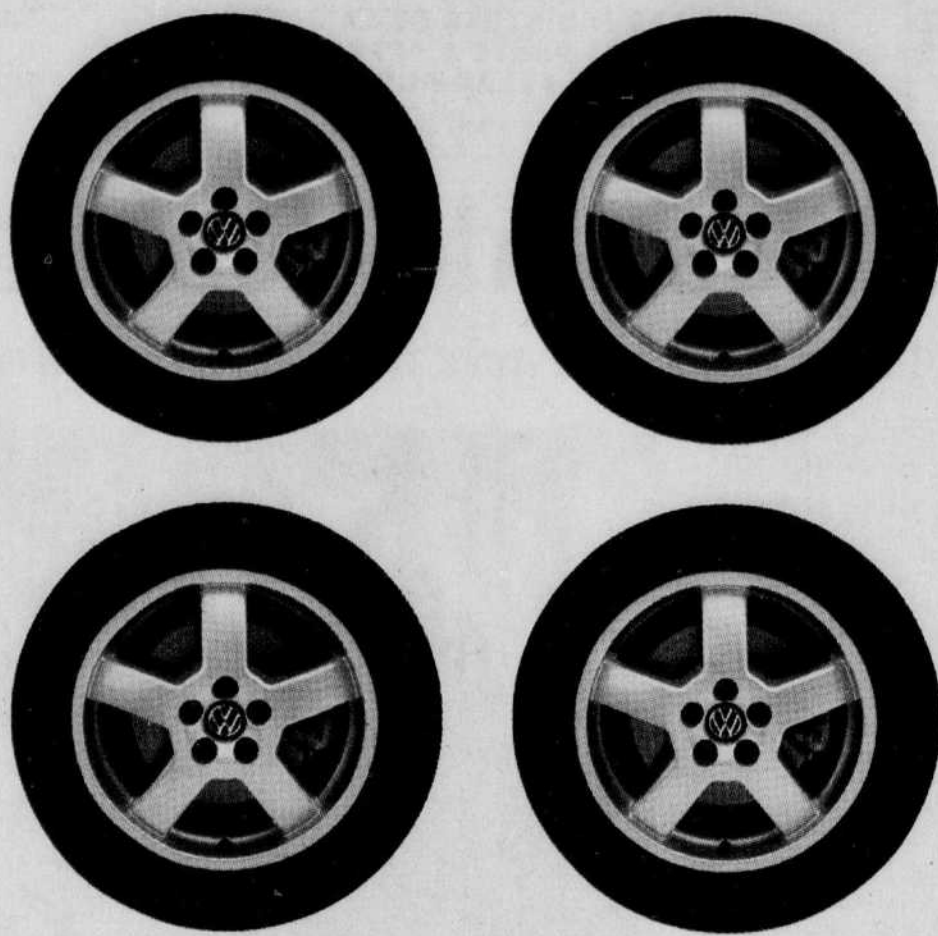
On a souvent l'impression que le Québec compte fort peu de héros de guerre, voici l'occasion d'en découvrir un.

MA GUERRE BUISSONNIÈRE

Récit, 182 pages • 19,95 \$

Boreál
Qui m'aime me lise

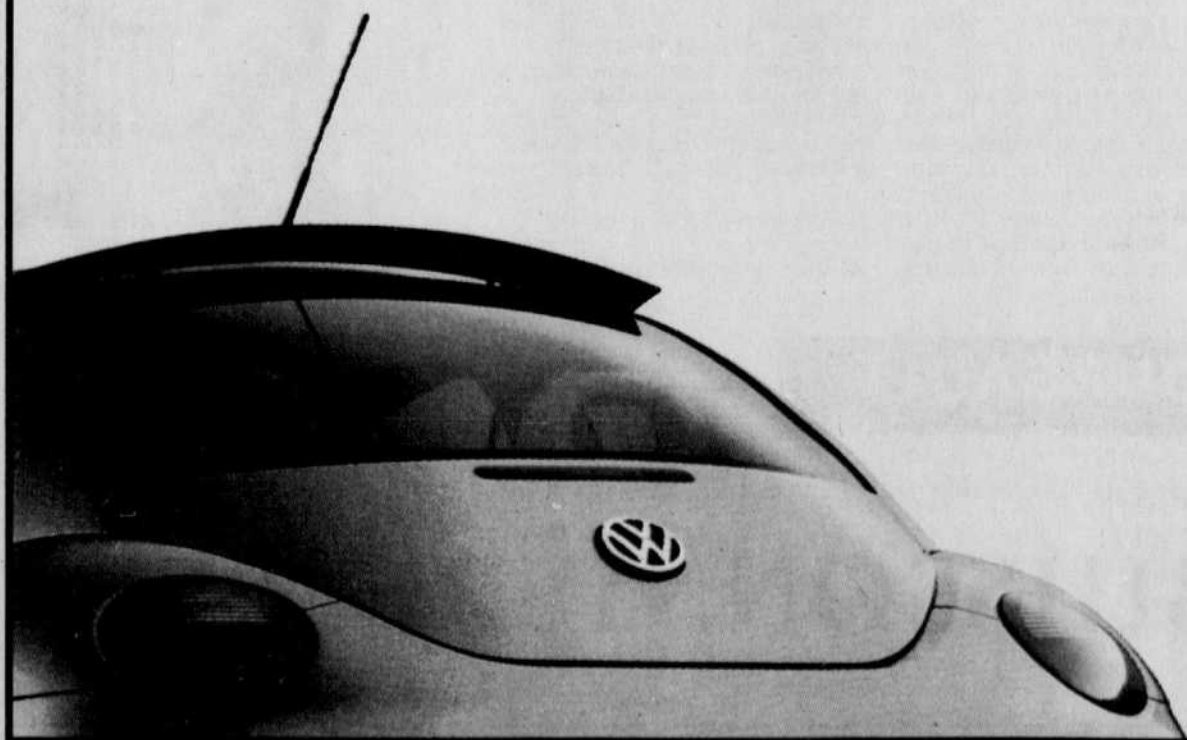




Volkswagen invente la New Beetle à 4 roues.

Vous trouvez que le titre de cette annonce est tiré par les cheveux ? Vous avez tout à fait raison ! Chez Volkswagen, on s'arrache les cheveux pour toujours vous trouver le petit extra qui vous fera saliver davantage. Alors voici la New Beetle 1,8 Turbo 2000 avec son jeu de 4 superbes roues Rave au look sport en alliage de 16 pouces hyper robustes, qui vous est offert sans frais et pour un temps très très limité.

Ah, être toujours à un poil de la perfection... Allez donc voir dans quel état sont les cheveux de nos concessionnaires participants.



**Êtes-vous fait
pour Volkswagen ?** 
1 888 ROULE VW ou quebec.vw.com

Roues n° 491666 offertes avec la New Beetle 1,8 T GLX ou avec la GLS équipée de l'Ensemble de luxe.

LE DEVOIR

POLITIQUE

Les ministres de la Santé réunis à Montréal

Les provinces réclament d'Ottawa plus d'argent en santé

Le fédéral verse 14 cents pour chaque dollar dépensé au Québec

Allan Rock rencontrera les ministres provinciaux de la Santé la semaine prochaine. Afin de donner plus de poids à leurs demandes, ceux-ci ont tenu une rencontre hier à Montréal. D'une seule voix, ils réclament maintenant une hausse des paiements de transfert.

VALÉRIE DUFOUR
LE DEVOIR

Réunis à huis clos, les ministres de la Santé des provinces et territoires canadiens ont établi un ordre du jour en prévision de leur rencontre de la semaine prochaine avec le ministre fédéral de la Santé, Allan Rock. Le contenu de l'ordre du jour sera rendu public d'ici quelques jours, mais on sait qu'ils réclameront une augmentation significative des paiements de transfert.

«Il est important de démontrer la pertinence de l'apport du fédéral en santé car le système est trop lourd à supporter pour les provinces seules», a indiqué le ministre de la Santé du Manitoba, David Chomiak, lors d'un point de presse à la sortie de la réunion des ministres. «Nous sommes présentement dans l'impasse, il faut que le gouvernement fédéral participe davantage.»

Les ministres provinciaux ont également décidé de former un groupe de travail, lequel déposera un rapport au début du mois de mai. «Nous allons amasser des faits et des données pour prouver qu'il est essentiel de restaurer les transferts en santé et en services sociaux», a expliqué la ministre Pauline Marois.

Dans une lettre envoyée le 22 mars au ministre David Chomiak, Allan Rock saluait l'initiative de la rencontre d'hier à Montréal. Cependant, il signifiait clairement que le discours des provinces ne pouvait se résumer qu'à une demande d'argent. «Nous manquerions une importante occasion si les provinces et les territoires se limitaient, lors de notre séance de la fin du mois, à demander des fonds fédéraux supplémentaires sous forme de paiements de transferts», avertissait le ministre fédéral.

Malgré cela, les ministres réclament bel et bien un refinancement. «La réalité parle d'elle-même, croit



La ministre québécoise de la Santé, Pauline Marois, flanquée de son collègue du Manitoba, David Chomiak, explique les exigences des provinces.

Pauline Marois. Partout, on a la même situation. Il y a des listes d'attente, des pressions sur l'ensemble des institutions, que ce soit les hôpitaux, les centres de soins de longue durée ou les services de première ligne. [...] La question a été élucidée il y a quelques semaines. Nous avons des budgets serrés et ces sommes sont nécessaires si on veut éviter de nou-

veaux déficits. Certaines provinces ont d'ailleurs déjà des déficits.»

Elizabeth Witmer, ministre ontarienne de la Santé, a elle aussi insisté sur la nécessité d'obtenir 4,2 milliards de plus en transferts. Dans sa province, Mme Witmer précise que la part du fédéral ne compte que pour 11 c de chaque dollar dépensé en santé (au Québec, elle est de 14 c).

«Nous demandons au gouvernement fédéral de restaurer le financement du Transfert canadien en matière de santé. Il y a augmentation des besoins de la population et ces besoins doivent être soutenus.»

Même son de cloche chez la ministre de la Santé de la Saskatchewan. «Nous sommes à la croisée des chemins. Le système de santé repré-

sente maintenant 40 % du total de nos dépenses, note Pat Atkinson. Ce qui nous déçoit énormément, c'est le désengagement du fédéral.» Si le gouvernement Chrétien ne délègue pas les cordons de la bourse comme les provinces le demandent, la ministre est convaincue que les contribuables devront se préparer à payer de plus en plus pour recevoir des soins.

Aide d'Ottawa aux anglophones du Québec

Marois fustige Copps

VALÉRIE DUFOUR
LE DEVOIR

La ministre Pauline Marois a commenté avec virulence la dernière initiative du gouvernement fédéral pour assurer l'accès à des services de santé dans leur langue aux Québécois anglophones. «Je suis très en colère. Je souhaite que cette somme soit versée à M. Rock [le ministre fédéral de la Santé] et qu'il nous la transfère.»

La ministre du Patrimoine, Sheila Copps, a annoncé que 550 000 \$ seront octroyés à neuf projets communautaires qui ont pour but d'améliorer l'accès à de l'information et à des services en santé en anglais. Santé Canada et le ministre fédéral de la Justice ajouteront respectivement 136 000 \$ et 15 000 \$.

Pauline Marois n'en revient tout simplement pas. «Nous avons révisé les services qui sont offerts en anglais dans toutes les régions et tous y ont accès», cla-

me-t-elle. La ministre précise que la population anglophone a droit à des services satisfaisants, particulièrement dans les régions où les anglophones sont plus nombreux, comme en Outaouais, à Montréal et en Estrie. «Le niveau de ressources est adéquat. L'ensemble de la communauté québécoise de langue anglaise peut avoir accès à des services dans sa langue», répète Mme Marois.

Elle ajoute avoir vérifié à nouveau et de tels services sont aussi disponibles en Abitibi et au Saguenay-Lac-Saint-Jean. «Ce n'est pas parce qu'un établissement en particulier n'est pas indiqué comme une institution offrant un service en anglais qu'il n'y a pas de service, fustige-t-elle. Si Mme Copps veut aider, qu'elle passe par les mécanismes de sa Constitution.»



Sheila Copps

«Si Mme Copps veut aider, qu'elle passe par les mécanismes de sa Constitution», dit Pauline Marois

Essence: un prix plus élevé à payer en région

NORMAN DELISLE
PRESSE CANADIENNE

Québec — Un débat sur le développement régional s'est rapidement transformé en plaintes contre le prix trop élevé de l'essence, hier, devant une commission parlementaire de l'Assemblée nationale.

«En région, les gens ont de grandes distances à parcourir. Les citoyens sont donc pénalisés par la hausse du prix du carburant», a déploré la députée de Bonaventure, Nathalie Normandeau, lors d'une interpellation soulevée par l'opposition libérale à la commission de l'Aménagement du territoire.

La députée a déploré la décision du gouvernement de ne pas réduire les taxes sur l'essence et le diesel, afin de donner un répit à ceux qui doivent effectuer du transport.

«Les consommateurs en région sont pénalisés à trois niveaux: à la pompe, sur la base des distances qu'ils ont à parcourir et lorsque vient le temps d'acheter des biens de consommation», a dit la députée Normandeau.

En Gaspésie, le coût du carburant risque de nuire au développement du tourisme, qui constitue le fer de lance de l'économie gaspésienne, a fait valoir la députée de Bonaventure.

Le ministre des Régions, Jean-Pierre Jolivet, a souligné que le gouvernement avait déjà fait des gestes pour aider ceux qui vivent de l'industrie du transport à faire face au prix du carburant.

Les contrats gouvernementaux avec les entreprises de transport et les transporteurs scolaires ont été revus et l'entreprise privée a été invitée à faire la même chose.

Mais, selon le ministre des Ressources naturelles, il n'est pas question que le gouvernement se prive des revenus des taxes sur le carburant afin d'engraisser les pays exportateurs de pétrole, a rappelé M. Jolivet.

Le ministre a aussi noté l'argumentation de l'Association québécoise des indépendants du pétrole (AQIP). Ce groupe explique que les 11 pays exportateurs de pétrole et membres de l'OPEP sont les principaux responsables des hausses de prix.

«Les pays de l'OPEP ont la possibilité de créer une rareté artificielle qui fait monter le prix du pétrole brut. C'est ce à quoi ils se livrent depuis plusieurs mois», affirme le document de l'AQIP.

Le prix de l'essence frise les 0,80 \$ dans plusieurs stations du Québec. Entre-temps, Ottawa a donné un mandat au Conference Board d'analyser la situation des prix du pétrole au Canada.

André Münch
L'expertise
en écritures
et en signatures



L'auteur nous prouve que l'analyse comparative d'écritures et de signatures a sa place dans le domaine des sciences juridiques. Ce livre nous permet de mieux comprendre ce type d'expertise.

SEPTENTRION

www.septentrion.qc.ca

Institut d'alphabétisation
et de
formations linguistiques

Avant qu'il ne soit
trop tard!

- COURS PARTICULIERS
- ASSISTÉS PAR ORDINATEUR
- PRIMAIRE ET SECONDAIRE
- PRÉPARATION AUX TESTS D'ENTRÉE AU CÉGEP

Depuis 10 ans
4307, rue Saint-Hubert, Montréal
(514) 596-1385

FORUM

LA SOCIÉTÉ EN REDÉFINITION :
LA PLACE DE LA GÉOGRAPHIE

6 ET 7 AVRIL 2000

Frais d'inscription réguliers : 50 \$ - Étudiants : 20 \$

Département de géographie de l'UQAM
Pavillon Hubert-Aquin
400, rue Sainte-Catherine Est, Montréal

- ♦ LES DÉFIS DE LA GÉOGRAPHIE CONTEMPORAINE DANS LA SOCIÉTÉ
- ♦ L'EXPERTISE DU GÉOGRAPHE, LA PLACE DE LA RELÈVE, L'ENVIRONNEMENT, LES TECHNOLOGIES, LA CITOYENNETÉ, LA CULTURE ET L'ÉDUCATION

www.geo.uqam.ca
(514) 987-4131



L'Action NATIONALE FÉLICITATIONS!

L'Action nationale s'associe à tous ses collaborateurs et abonnés pour rendre hommage à
M. Jean-Marc Léger
récipiendaire du prix Camille-Laurin
décerné par
l'Office de la langue française.

Candidates et candidats recherchés

Le ministère de la Justice invite le public et les organismes à lui proposer des candidates et des candidats pour l'obtention du Prix de la Justice du Québec, édition 2000.

Le Prix de la Justice a pour but de rendre hommage à une personne qui, par son engagement ou sa carrière, a contribué de façon exceptionnelle à promouvoir les valeurs fondamentales de justice que sont l'universalité, l'accessibilité et la qualité.

Critères d'admissibilité

- le Prix de la Justice doit être décerné à une personne physique et non à un groupe de personnes;
- les activités de la personne proposée doivent avoir eu lieu au Québec;
- le Prix ne peut être attribué plus d'une fois à une même personne.

Procédure

Tout organisme ou toute personne qui désire proposer une ou plusieurs candidatures doit faire parvenir au Secrétaire du Prix de la Justice un document qui décrit brièvement la carrière ou la réalisation particulière de la personne proposée et qui justifierait que le Prix de la Justice lui soit décerné. Ce document doit être signé par trois personnes bien informées des faits relatés et par la personne proposée.

Délai d'inscription

Les propositions doivent parvenir au Secrétaire du Prix de la Justice au plus tard le **vendredi 26 mai 2000** à l'adresse suivante :

Bureau du sous-ministre
Ministère de la Justice du Québec
1200, route de l'Église, 9^e étage
Sainte-Foy G1V 4M1

Québec
Ministère
de la Justice

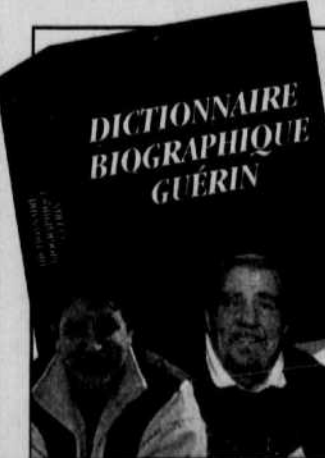
Informations

Direction des communications : (418) 644-3947
ou (418) 644-3944
Communication-Québec (sans frais) : 1 800 363-1363
Courriel : communications.justice@justice.gouv.qc.ca

LE PRIX DE LA JUSTICE



10^e anniversaire



Claude
LAMARCHE
Jacques
LAMARCHE

Dictionnaire
biographique Guérin

Au salon du livre de l'Outaouais.

376 pages - 30 \$

GUÉRIN En vente dans toutes les librairies.

• LES ACTUALITÉS •

Salle plus fonctionnelle et mieux équipée

Le Club Soda s'est refait une beauté

FRANÇOIS CARDINAL
LE DEVOIR

Le tapis rouge a été déroulé jeudi soir pour l'ouverture officielle du Nouveau Club Soda, sis à proximité de l'intersection Sainte-Catherine et Saint-Laurent au centre-ville. Les ministres de la Métropole et de la Culture, Louise Harel et Agnès Maltais, ont donc inauguré cette salle de spectacle relocalisée dans l'ancien immeuble du cabaret New Orleans.

Ce déménagement a permis à la célèbre salle de spectacle, naguère située avenue du Parc, dans le quartier Mile-End, de se refaire une beauté. On promet que la salle sera plus fonctionnelle, mieux équipée, polyvalente et confortable, ce qu'ont probablement pu constater les invités du spectacle d'ouverture qui a eu lieu mardi dernier.

Le Club Soda trouve ainsi pignon sur rue à proximité d'une quinzaine d'autres établissements culturels majeurs situés dans le Faubourg Saint-Laurent. Au total, ce sont 16 salles de spectacle qui seront concentrées sur une superficie de moins d'un kilomètre.

«En soutenant financièrement [à hauteur de 1,5 million] le projet de relocalisation et de modernisation du Club Soda, a indiqué la ministre Harel, le gouvernement du Québec appuie un projet structurant pour la vitalité culturelle d'un arrondissement en voie

de devenir le cœur du Montréal culturel. Il s'agit d'un investissement d'autant plus judicieux et important que la mission première du Club Soda est de permettre la découverte de nouveaux talents.»

La contribution du gouvernement du Québec, annoncée l'été dernier, s'inscrit dans le cadre du programme Infrastructures Québec visant la réalisation de projets de construction ou de réfection de tout ouvrage, infrastructure ou équipement jugé prioritaire par les municipalités et le gouvernement. Cet investissement s'ajoute à la participation de partenaires privés, du Fonds d'investissement de la culture et des communications pour 400 000 \$ et de la Ville de Montréal pour 125 millions. L'aménagement total aura coûté 3,5 millions.

«Je suis ravie de voir cette nouvelle salle prendre sa place au cœur de Montréal, a pour sa part affirmé la ministre Maltais, et je souhaite que la population y vienne nombreuse pour apprécier toute sa chaleur et la formidable énergie des artistes d'ici et d'ailleurs qui en feront les belles soirées. La renaissance du Club Soda confirme avec éclat l'effervescence de la vie culturelle montréalaise et son grand pouvoir d'attraction.»

Le Club Soda a présenté en 16 années d'existence plus de 1000 artistes qui ont attiré plus de 1 200 000 spectateurs.

**En 16 ans,
le Club Soda
a présenté
plus de 1000
artistes
qui ont attiré
plus de
1 200 000
spectateurs**

Décontamination de sols

Montréal veut implanter un centre de recherche

Montréal a une «expertise assez unique en Amérique du Nord»: la décontamination des sols. C'est pourquoi elle souhaite implanter dès cette année, et avec l'aide de Québec et Ottawa, un laboratoire de recherche ainsi qu'un centre d'interprétation pour le grand public précisément là où les sols contaminés sont légions: dans le Sud-Ouest, la plus ancienne zone industrielle au Canada.

FRANÇOIS CARDINAL
LE DEVOIR

Dans le but de mettre en valeur un terrain contaminé situé aux abords du canal de Lachine, la Ville a donné un accord de principe au Centre d'excellence de Montréal en réhabilitation de sites (CEMRS) pour qu'il y implanter une station d'expérimentation et de démonstration d'ici la fin de l'année au coût de 1,5 million de dollars. Ce projet, réalisé en partenariat avec les trois ordres de gouvernement, permettra à Montréal de consolider sa position en tant que pôle de référence international dans ce domaine.

Le terrain Pitt, où sera installé le centre, est idéal pour ce type de projet, note la Ville, parce que non seulement il possède un bon potentiel pour l'essai sur place de certains modes de traitement de sols contaminés, mais il s'avère également l'endroit tout indiqué pour y aménager un lieu d'interprétation des phénomènes de contamination des sols.

En outre, l'implantation de ce laboratoire du CEMRS en bordure du canal de Lachine s'inscrit dans la trame urbaine du quartier comme une transition entre le parc linéaire et la plus ancienne zone industrielle au Canada.

La station du CEMRS, qui sera constituée d'un bâtiment de 1000 mètres carrés et de quelques aires d'expérimentation extérieures, mettra à la disposition des membres du CEMRS, des partenaires industriels et des chercheurs, un ensemble d'installations, de laboratoires et d'équipements permettant à la Ville autant qu'à des promoteurs privés de mettre à l'essai diverses méthodes et technologies pour la décontamination des sols et la réhabilitation de sites.

Avec un tel centre, Montréal deviendrait «la plate-forme canadienne» dans ce secteur, a laissé tomber Serge Barbeau, membre du conseil d'administration du CEMRS et employé de la Ville. «On a une expertise assez unique dans ce domaine en Amérique du Nord.» C'est pourquoi les administrateurs souhaitent que le laboratoire puisse générer des retombées à grande échelle. «On pense que c'est facilement exportable partout à travers le monde», a précisé M. Barbeau.

Localement, la Ville estime que l'implantation du centre sur le terrain Pitt pourrait entraîner une économie de plusieurs centaines de milliers de dollars au chapitre des coûts de décontamination des sols. «En intégrant la station du CEMRS à un plan global d'aménagement récréotouristique de l'ensemble du terrain Pitt, la Ville pourrait bénéficier d'une mise en valeur du site à un coût inférieur à ce qui était prévu», écrit le Service des parcs, jardins et espaces verts de la Ville.

La contribution financière de Montréal est la même que celle qu'elle fournissait déjà au CEMRS, soit 400 000 \$ par année entre 1998 et 2002. De plus, des crédits couvrant notamment la rémunération de trois employés prêtés au CEMRS pour la gestion du centre sont prévus au budget du Service des travaux publics et de l'environnement.

Cohabitation harmonieuse

Le site visé ayant un zonage à des fins de parc, le projet de station du CEMRS nécessite l'obtention d'une dérogation au règlement d'urbanisme de la Ville. Pour les résidents du Sud-Ouest qui nourrissent des craintes quant à l'implantation d'un tel centre dans leur quartier, la Ville affirme qu'elles sont non fondées. «Attention, on ne parle pas ici d'un centre de transbordement!», a fait remarquer Daniel Groulx, chef de section au Service des parcs.

Il indique que le laboratoire sur les matériaux de la Ville, situé rue Louvain, cohabite très bien avec les citoyens avoisinants. Il en sera de même avec le centre de décontamination, affirme-t-il. «Quoi de mieux pour enrichir le Sud-Ouest qu'un projet de la nouvelle économie, celle du savoir?»

De plus, le public aura accès à un espace didactique sur la question «pour donner l'occasion aux visiteurs et aux promoteurs de mieux comprendre la nature et l'origine du problème des terrains contaminés à Montréal et de constater les efforts que l'on déploie ici et ailleurs pour trouver des solutions qui faciliteront la revitalisation de vieux quartiers industriels», écrit le service.

Le CEMRS est une corporation à but non lucratif créée en 1997. Il compte trois membres, soit les gouvernements fédéral, provincial et municipal. La mission du CEMRS est de promouvoir, de soutenir et de contribuer à la mise en œuvre de projets de recherche, de développement ou de démonstration ayant trait à la décontamination des sols et à la réhabilitation des sites pollués, et pouvant contribuer à l'essor de la métropole. Jusqu'à maintenant, le CEMRS a lancé six projets qui nécessiteront des dépenses de près de cinq millions. D'autres projets sont en voie d'être amorcés au cours des prochains mois.

La Tuque

Un conseiller dans le pétrin

La Tuque (PC) — Un conseiller municipal de La Tuque et ex-policier, Michel Bourassa, a été formellement accusé de diverses agressions sexuelles sur des jeunes filles mineures, hier après-midi, au palais de justice de Shawinigan.

La nouvelle a créé une véritable commotion dans la municipalité, où Michel Bourassa, un homme très impliqué dans son milieu, est avantageusement connu.

Il est accusé d'avoir commis des atteintes sexuelles sur des filles de moins de 14 ans, d'avoir incité une jeune fille de 14 ans à avoir des contacts sexuels avec lui et d'attentat à la pudeur à l'endroit d'une adolescente de 15 ans.

Agé de 54 ans, Michel Bourassa a été arrêté par les policiers de la Sécurité publique de La Tuque et les enquêteurs de l'Escouade des crimes majeurs de la Sûreté du Québec jeudi.

Les deux corps policiers menaient une enquête conjointe depuis déjà plusieurs jours après qu'une plainte eut été déposée au poste de la Sécurité publique de La Tuque par une des présumées victimes.

Les événements qui concernent les trois premiers chefs d'accusation seraient survenus entre 1990 et 1999. Pour ce qui est de l'accusation d'attentat à la pudeur, elle fait référence à des événements survenus en 1972.

Autres accusations

Les policiers n'écartent pas la possibilité que d'autres accusations soient déposées contre Michel Bourassa. Les enquêteurs ont au moins deux autres présumées victimes à rencontrer dans cette affaire.

La nouvelle a jeté la consternation à La Tuque, hier. Michel Bourassa est une personnalité connue et appréciée du milieu local.

Ancien policier à la Sécurité publique de La Tuque, il est maintenant contremaître général à la papeterie de Cartons St-Laurent où il travaille depuis plusieurs années.

CLAUDE BOUCHARD
TAPIS DECOR & DESIGN

VENTE 3 pour 1*
VOUS OBTENEZ :

1. TAPIS 1ère Qualité
2. SOUS-TAPIS Gratuit
3. INSTALLATION Gratuite

12 mois sans intérêts*

SPÉCIAL INVENTAIRE
TAPIS commercial \$0.66 p.c.
TAPIS berbère \$1.49 p.c.
TAPIS peluche \$1.49 p.c.
TAPIS sisal \$2.49 p.c.

3645, boul. St-Joseph Est, Montréal
(514) 729-0891 (entre St-Michel et Pie IX)

SUPER CHOIX
jusqu'à
50%
de rabais

**CARPETTES
PRÉLARTS
STORES
RIDEAUX
DOUILLETES
COUVRE-LITS**

PRÊT POUR LA SAISON DES ALLERGIES?

Un médicament en vente libre n'est peut-être pas l'idéal. Des milliers de gens bénéficient tout l'été d'un soulagement prolongé des allergies dues aux arbres, aux plantes et à l'herbe à poux grâce à de simples injections anti-allergiques pré-saisonnières.

Pour plus de renseignements, contactez votre médecin avant le début de la saison.

Allergy Therapeutics (Canada) Ltd.
www.allergy-therapeutics.com

PRIX DU QUÉBEC 2000
INVITATION À PROPOSER DES CANDIDATURES

La période de présentation des candidatures en vue de désigner les lauréates et lauréats des Prix du Québec 2000 est présentement ouverte.

Rappelons que les Prix du Québec représentent la plus haute distinction accordée par le gouvernement du Québec à des personnes qui ont contribué de façon exceptionnelle à l'essor de la société québécoise par l'excellence de leurs réalisations dans les domaines culturel et scientifique. Il s'agit des prix suivants :

Prix culturels

- le prix Athanase-David pour la littérature;
- le prix Paul-Émile-Borduas pour les arts visuels, les métiers d'art, l'architecture et le design;
- le prix Denise-Pelletier pour les arts d'interprétation;
- le prix Albert-Tessier pour le cinéma;
- le prix Gérard-Morisset pour le patrimoine;
- le prix Georges-Émile-Lapalme pour la qualité de la langue française parlée et écrite.

Prix scientifiques

- le prix Léon-Gérin pour les sciences humaines;
- le prix Marie-Victorin pour les sciences pures et appliquées, à l'exception du domaine biomédical;
- le prix Wilder-Penfield pour la recherche biomédicale;
- le prix Armand-Frappier pour la contribution au développement d'institutions de recherche ou la promotion de la science et de la technologie;
- le prix Lionel-Boulet pour la recherche-développement en milieu industriel.

DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les personnes ou les organismes intéressés à présenter une candidature peuvent se procurer la brochure publiée à cet effet en s'adressant à l'un ou l'autre secrétariat des Prix du Québec.

Prix culturels

Monsieur Claude Janelle
Secrétaire des Prix du Québec dans le domaine culturel
Ministère de la Culture et des Communications
225, Grande Allée Est, 2-B
Québec (Québec) G1R 5G5
Téléphone (418) 643-6371

Prix scientifiques

Monsieur Michel Madore
Secrétaire des Prix du Québec dans le domaine scientifique
Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie
1150, chemin Saint-Louis, RC
Sillery (Québec) G1S 4Y9
Téléphone (418) 646-1376

Site Internet : www.mcc.gouv.qc.ca

Site Internet : www.mrst.gouv.qc.ca

Les dossiers de candidature doivent parvenir au secrétariat concerné au plus tard le **20 avril 2000** à 16 h 30.

PRIX

Les lauréates et lauréats des Prix du Québec reçoivent une bourse de 30 000 \$, un objet honorifique réalisé par un artiste du Québec et un parchemin calligraphié.

Québec

Dans l'environnement de

SQUARE MONT-ROYAL
Ville Mont-Royal

Maisons de ville

- Près de la station de train Canora
- Cour intérieure aménagée
- Deux maisons témoins
- Quartier privilégié
- Garage double

3^e phase
à partir de
289 900\$

FIN DE PROJET
encore quelques maisons disponibles !

Ville Mont-Royal

Réalisé par Alliance, les constructeurs urbains.

91, av. Brookfield
(à l'angle d'Abendure,
une rue au nord de Jean-Talton)
Ville Mont-Royal
Tél. : (514) 340-9770

Lundi au jeudi,
de 13 h à 21 h
samedi et dimanche,
de 13 h à 17 h.

www.squaremontroyal.com

12^e COLLOQUE SUR LES LEADERS DU QUÉBEC CONTEMPORAIN

La Révolution tranquille : 40 ans plus tard...

Thèmes
La santé
L'éducation
Le modèle économique québécois
La question nationale
Les grands enjeux

Avec la participation d'une quarantaine d'intervenants, dont Bernard Landry, Jean Charest, Stéphane Dion, Jacques Parizeau, Alban D'Amours, Claude Blanchet, Guy Rocher, Pierre Curzi, Gérald Larose, Louis Roquet, Lorraine Pintal et plusieurs autres

30, 31 mars et 1^{er} avril 2000

Renseignements:
Site Internet: www.uqam.ca
Téléphone: (514) 987-6964

UQAM

Desjardins

Hydro Québec

Investissement Québec

Québec

Québec

TROUVEZ L'ERREUR. Il n'y en a pas ? Pourtant, nous trouvons qu'elle est flagrante. Traitez-nous de perfectionnistes ! Vous aurez raison. Chez CGI, même notre cadre de gestion de projets est certifié ISO 9001. Par conséquent, quand nous réalisons vos projets, chaque petit détail est important. Et ce n'est pas pour être pointilleux, mais il y a une petite brèche juste là, sur le vase de droite.



La précision
est de rigueur.

• LES ACTUALITÉS •

Quebecor-Vidéotron

La FPJQ réclame des audiences publiques

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Une alliance Quebecor-Vidéotron créerait un rassemblement de contenu d'une ampleur jamais vue au Québec.

Cette concentration serait telle que la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) a exigé hier que le CRTC tienne des audiences publiques dans les plus brefs délais afin de déterminer les limites à imposer à la concentration de la presse électronique.

L'offre d'achat de Quebecor, si elle se concrétise bien sûr, ne passerait sûrement pas comme une lettre à la poste devant le CRTC puisque Quebecor se trouverait ainsi à contrôler seul les deux chaînes de télévision privées au Québec, TVA (propriété de Vidéotron) et TQS (propriété de Quebecor).

Au début de 1997, le CRTC avait autorisé l'achat de CFCF-CF Câble par Vidéotron mais avait exigé que dans le cadre de cette vente Vidéotron se départe immédiatement de TQS (qui appartenait alors à CFCF). Le CRTC avait justement invoqué la trop grande possibilité de concentration.

Quelques mois plus tard, Quebecor avait alors mis la main sur TQS pour 25 millions (on remarque qu'en autorisant cette vente, le CRTC se trouvait quand même à approuver une première concentration médiatique).

Hier, Pierre-Karl Peladeau, président de Quebecor, a refusé de promettre qu'il vendrait TQS. M. Peladeau s'est contenté de dire qu'on entend discuter avec le CRTC pour obtenir leur perspective et leur vision.

TQS n'est toujours pas rentable: selon des chiffres d'il y a deux ans, la chaîne a perdu au moins 150 mil-

lions depuis 1986. Et au 31 décembre dernier, la perte d'exploitation de TQS s'élevait à 10,3 millions, contre 9,3 millions l'année précédente. Les cotes d'écoute de la chaîne oscillent entre 10 et 12 %.

Le CRTC devra donc décider si Quebecor peut posséder seul les deux chaînes de télévision privées du Québec, dont la part de marché auprès du public totaliserait 50 %.

Advenant que Quebecor se départe de TQS, Cogeco serait probablement acheteur: Cogeco avait tenté d'acheter TQS en 1997 alors qu'il possédait quatre stations de télévision à Trois-Rivières et à Sherbrooke.

Mais même si Quebecor se départait de TQS et conservait TVA, on peut également se demander si le plus gros éditeur de journaux du Québec devrait posséder la plus grande chaîne de télévision, ce qui en soi représente déjà une forte concentration.

Quebecor publie les deux journaux ayant le plus fort tirage au Québec et au moins 50 hebdomadaires. En achetant Vidéotron, non seulement il aurait accès à la plus importante chaîne de télévision québécoise, il mettrait aussi la main sur Trustar, acheté récemment par TVA.

Sans parler du fait que TVA est actuellement en négociation pour acheter Motion International, le plus important producteur privé en télévision au Québec.

Cette intégration journaux-magazines-production privée-télévision se poursuivrait sur Internet.

En achetant l'empire Sun, Quebecor avait mis la main sur le portail Internet Canoe, dont il avait ouvert une version française l'année dernière, y ajoutant par exemple le contenu de

son hebdomadaire Ici. En achetant Vidéotron-TVA, Quebecor mettrait également la main sur Netgraphe, qui gère La Toile du Québec, tout en faisant le lien avec Archambault pour le commerce électronique. Ce n'est pas compliqué: à l'exception de l'empire Bell-Sympatico, Quebecor contrôlerait à peu près tout ce qui est important sur Internet au Québec et pourrait se servir de ses journaux et de ses postes de télévision pour créer une vaste synergie, le tout à travers un réseau de câble qui lui appartiendrait.

On comprend pourquoi Pierre-Karl Peladeau a insisté hier sur l'importance du marché international: en effet, il n'y aurait plus grand-chose à acheter au Québec.

A ce sujet, M. Peladeau a déclaré qu'il entendait justement créer un portail Internet majeur en France. C'est exactement ce que Daniel Lamarre, président de TVA, avait récemment annoncé puisque ce dernier caressait le désir de créer une «Toile de France» sur le modèle de La Toile du Québec.

La FPJQ faisait remarquer hier qu'alors qu'à Toronto la guerre des médias donne lieu à «une saine concurrence où chaque groupe de presse doit développer la qualité de son information», au Québec, «la guerre risque de se faire en limitant les voix».

Pour la FPJQ, il faut s'assurer que les Québécois aient «non seulement accès à de nombreux médias mais aussi que ces nombreux médias ne parlent pas d'une seule et même voix».

La fédération des journalistes affirme que les règles de propriété des médias «doivent être clarifiées et déterminées par un débat en profondeur». Un débat qui ne fait que commencer, assurément.



Des sauveteurs de la marine canadienne prennent soin de l'un des survivants du naufrage.

Naufrage d'un cargo grec dans l'Atlantique

Treize marins ont été secourus

Les sauveteurs ont retrouvé les corps de six des 31 membres d'équipage

RAYMOND HAINEY
ASSOCIATED PRESS

Hamilton, Bermudes — Les sauveteurs dépêchés sur les lieux du naufrage d'un cargo grec battant pavillon panaméen, à quelque 650 km au nord-est des Bermudes, ont secouru hier 13 membres d'équipage et retrouvé les corps de six marins.

Transportés sur les destroyers canadiens Iroquois, les rescapés étaient en bonne santé, a précisé le commandant Glenn Chamberlain, porte-parole des secouristes à Halifax, en Nouvelle-Écosse.

Et les recherches se poursuivent en

vue de retrouver d'éventuels autres survivants avec l'aide d'hélicoptères Sea King de la marine canadienne, d'appareils C-130 des garde-côtes américains et d'un cargo battant pavillon libérien. Mais il y a peu d'espoir. «Nous avons exclu toute possibilité de retrouver d'autres canots de sauvetage, mais nous gardons l'espoir de retrouver quelqu'un qui s'accroche encore», a ajouté le commandant Chamberlain.

Le *Leader L* avait à son bord 31 membres d'équipage lorsqu'il a sombré jeudi dans l'océan Atlantique. Certains des membres d'équipage ont été secourus alors qu'ils se trouvaient dans des canots de survie,

d'autres ont été repêchés dans l'Atlantique, près de l'endroit où le cargo a fait naufrage.

Le *Leader L* a lancé un appel de détresse jeudi à 13h32 locales, avertissant qu'il prenait l'eau en raison d'un trou de 13 mètres dans sa coque, selon Allison von Hagn, porte-parole des garde-côtes américains. L'équipage a alors commencé à abandonner le navire.

Le cargo, qui disposait de deux canots de survie pouvant transporter chacun 20 personnes, a sombré dans les heures suivantes. Les causes de ce naufrage n'ont pas encore été déterminées. Partit d'Espagne, le cargo transportait du sel à destination de New York.

Équiterre

Des fruits et légumes biologiques et économiques

VALÉRIE DUFOUR
LE DEVOIR

Des fruits et légumes biologiques frais, sans OGM, livrés près de chez vous et qui vous coûteraient moins cher que leurs équivalents en épicerie? C'est ce que propose un réseau de 48 fermes à 4700 Québécois.

Pour une cinquième année, l'organisme Équiterre présente son projet d'Agriculture soutenue par la communauté. «Les gens achètent une part des récoltes d'un agriculteur à l'avance et reçoivent un panier de fruits et légumes pendant une vingtaine de semaines», explique la coordonnatrice des projets agricoles, Elizabeth Hunter.

Il en coûte de 200 à 300 \$ à une per-

sonne pour s'approvisionner pour la saison estivale, soit de 10 à 15 \$ par semaine. Un panier comprend entre six et douze sortes de légumes. Des paniers pour deux (entre 300 et 400 \$) et un format familial (entre 400 et 600 \$) sont également offerts. Tous les produits sont cultivés sans pesticides, sans engrais chimique et sans utiliser d'OGM.

«On a fait des comparaisons avec des produits en épicerie et on constate que les produits biologiques permettent des économies de 10 à 50 %», indique la coordonnatrice du réseau des fermes d'Équiterre, Barbara Vogt. On a des produits abordables et, en plus, on a un contact direct avec le producteur.

Ceux qui achètent une part de ré-

colte sont considérés comme les «partenaires» des fermiers. Chaque semaine, les consommateurs prennent possession de leur panier des mains de l'agriculteur dans l'un des 85 points de rencontre à travers la province. «Je n'ai pas de chiffre exact, mais nous avons constaté qu'au bout du compte ça nous coûte moins cher», témoigne Robert Gignac.

Pour le producteur Robert Marcotte, le projet représente une sécurité financière. «Comme les clients s'engagent avant le début de la saison, on est assuré d'un revenu pour une certaine production. Et on peut offrir plus de variétés et des légumes plus frais parce qu'on distribue la récolte à la semaine. C'est comme si on jardinait pour eux.»

L'avenir monétaire des Amériques

mardi et mercredi, 18 et 19 avril 2000

Chaire Téléglobe
Raoul-Dandurand

LE CONSEIL
DES RELATIONS
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL

Marriott Château Champlain, 1 Place du Canada, Montréal

Amérique Latine : dollarisation ou monnaie commune ?

L'Union monétaire européenne est-elle le modèle pour les Amériques ?

Les options monétaires des Amériques et leurs impacts sur le Japon et l'Asie

Les perspectives monétaires nord-américaines

parmi les invités...

Edmond Alphandery, Président de la CNP, ancien ministre des Finances français, **Octavio de Barros**, Président, Société Brésilienne des Entreprises transnationales et Économiste en Chef, Bilboa Bank, **Thomas Courchene**, Queen's University, **Bernard Landry**, Vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances du Québec, **John Murray**, Banque du Canada, **Avinash Persaud**, Directeur State Street, Londres et Boston, **Yukio Yoshimura**, Directeur exécutif pour le Japon, FMI.

Tarifs :

Membre 225\$^{taxes} CORIM, Chambre de commerce du Montréal Métropolitain,

Le Réseau HEC, Chaire Téléglobe Raoul-Dandurand,

Non-membre 275\$^{taxes},Étudiants 75\$^{taxes}

Informations et réservations :

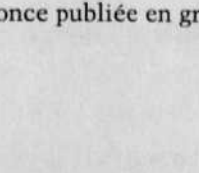
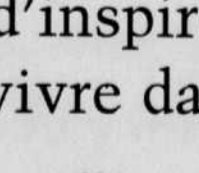
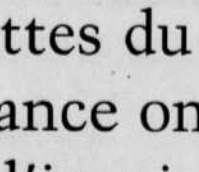
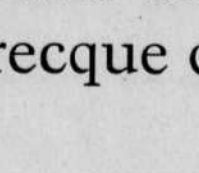
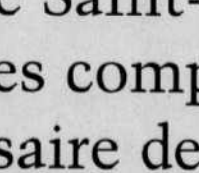
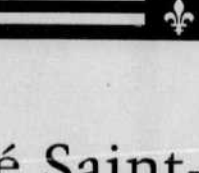
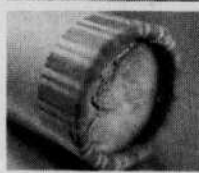
Chaire Téléglobe Raoul-Dandurand

Tél : 514-987-6781 / Fax : 514-987-8502

chaire.strat@uqam.ca



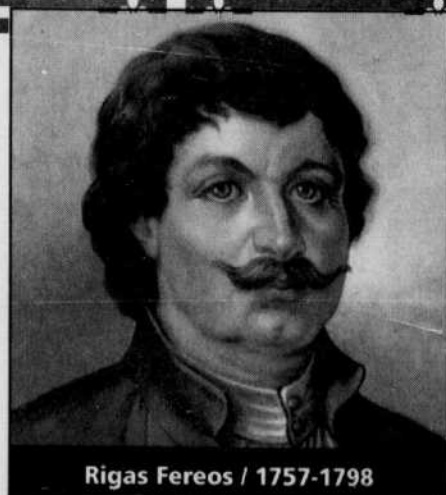
Québec

FOND DE
SOLIDARITÉ FTQCFI MONTRÉAL
Centre financier international

La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal fête avec ses compatriotes d'origine grecque l'anniversaire de la Révolution nationale grecque du 25 mars 1821.

Les luttes du peuple grec pour son indépendance ont été, et seront toujours, une source d'inspiration pour tous les peuples décidés à vivre dans la liberté et la dignité.

Annonce publiée en grec et en français dans la Tribune Grecque



Rigas Fereos / 1757-1798



Louis-Joseph Papineau / 1786-1871

EN BREF

La ministre Harel rencontrera les élus de la couronne sud

(Le Devoir) — À la suite des interrogations formulées par les maires et préfets de la couronne sud dans le dossier de la restructuration métropolitaine, la ministre des Affaires municipales et de la métropole, Louise Harel, a accepté de les rencontrer. Les préfets pourront poser leurs questions à la ministre mardi matin, alors que les maires pourront le faire jeudi. Dans une lettre adressée à la ministre lundi dernier, les maires et préfets de la couronne sud avaient dressé une liste de questions auxquelles ils ne trouvaient pas de réponses: Quelle est la vision métropolitaine commune que nous partageons? Pourquoi la question de l'harmonisation des régions administratives a-t-elle été écartée? Une communauté métropolitaine et cinq régions administratives, est-ce cohérent? Pourquoi la rationalisation des nombreux organismes travaillant à l'échelle des régions administratives a-t-elle été ignorée? Doit-on encore avoir plusieurs lieux de planification économique à l'échelle des régions administratives ou un seul avec la communauté métropolitaine? «Il apparaît que vous devez nous donner des réponses, poursuivent-ils, afin que les élus de la couronne sud évaluent s'ils doivent poursuivre cette démarche. Jusqu'à la tenue de cette rencontre, nous suspendons notre participation au comité avisier.»

• POLITIQUE •

Mort et résurrection d'un parti de la droite

MANON CORNELIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le Parti réformiste vit peut-être ses dernières heures. On saura ce soir si ses quelque 70 000 membres ont, comme tout le monde le prédit, relevé le défi lancé par Preston Manning et accepté de faire renaitre leur parti sous la bannière de l'Alliance canadienne.

Pour que cela se réalise, il faut que les deux tiers des membres qui se sont prononcés par la poste aient donné leur accord et que leurs votes soient distribués de manière à donner une majorité dans six des onze régions ou provinces.

Ce scrutin dira si Preston Manning a gagné son pari. Mais la victoire ne sera pas entière. Il y a deux ans, lorsqu'il a lancé son projet d'Alternative unie, il souhaitait

mettre fin à la division du vote de droite, en particulier en Ontario où elle a permis aux libéraux d'arracher presque tous les sièges. Il voulait stopper ce phénomène en rassemblant toutes les forces conservatrices du pays au sein d'un nouveau parti. Le PC, sous Joe Clark, s'y est franchement opposé et on pourrait, ce soir, n'assister qu'au remplacement d'une force politique par une autre.

Le nom sera nouveau. L'embryon de programme adopté en janvier aura abandonné certains volets les plus irritants de la plateforme réformiste. Le membership, bien que massivement réformiste, sera un peu plus diversifié grâce à la présence de conservateurs provinciaux de l'Alberta et de l'Ontario et de partisans d'autres formations provinciales, comme le Saskatchewan Party.

L'identité du chef sera connue le 24 juin prochain à l'issue d'une campagne au leadership qui commencera dès

demain. Quatre personnes sont prêtes à se lancer dans la course. M. Manning, qui a promis d'abandonner son poste de chef de l'opposition officielle aux Communes pour pouvoir faire librement campagne, est le seul à être connu d'un bout à l'autre du pays, ce qui est d'ailleurs vu comme un obstacle au renouvellement de l'image de la droite. Dans son cas, c'est tout son avenir politique qui est en jeu, croit le leader parlementaire conservateur Peter MacKay.

Son adversaire le plus sérieux serait le trésorier albertain Stockwell Day, qui offre une image plus jeune mais qui est aussi ultraconservateur sur le plan social. Ceci pourrait ressusciter les accusations d'extrémisme qui ont empêché toute percée du Reform à l'est du Manitoba et dont on espérait se défaire en créant un nouveau parti.

Les deux autres candidats potentiels sont le whip et leader parlementaire adjoint du gouvernement Harris, Frank

Klees, et l'ancien candidat réformiste Joe Peschisolidi. Ils sont peu ou pas connus du grand public.

Même s'ils ne l'avouent pas, les autres partis attendent avec intérêt le résultat de ce soir et de la course au leadership qui s'en suivra car l'échiquier politique à l'ouest du Québec sera affecté.

Le leader parlementaire libéral Don Boudria répétait hier que le nouveau parti ne serait que le Reform sous un autre nom. «Les Canadiens ne se laisseront pas bernés», de renchérir M. MacKay. Mais l'importance donnée par le premier ministre Jean Chrétien, lors du congrès de son parti il y a une semaine, au combat à mener contre la droite démontre que le PLC prend la chose au sérieux. Du côté conservateur, convient M. MacKay, on constate que tout cet exercice ne permettra pas de mettre fin à la division du vote de droite, ce qui nuit aussi au PC.

Octroi à Placeteco

Le Bloc exige une enquête policière

JULES RICHER
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Parce que trop de questions resteraient encore sans réponse, le Bloc québécois a demandé hier le déclenchement d'une enquête policière sur le versement d'une subvention fédérale de 1,2 million de dollars à la compagnie Placeteco, qui est située dans la circonscription de Jean Chrétien.

Le Bloc soutient que ce dossier contient de nombreuses irrégularités et qu'Ottawa n'a pas été en mesure jusqu'à maintenant de dissiper les doutes quant à la nécessité de verser la subvention à Placeteco en 1998.

«Qu'attend le gouvernement pour déclencher une enquête policière permettant, comme le dit le Vérificateur général [Denis Desautels], d'aller au fond des choses?», a demandé le député bloquiste Paul Crête à la Chambre des communes.

Il s'est fait répondre, par la secrétaire d'Etat au Développement des ressources humaines, Bonnie Brown, qu'il n'en est pas question. Selon elle, le versement de la subvention était pleinement justifié.

Le député Paul Crête s'est inspiré des idées du Vérificateur général pour faire sa demande d'enquête. M. Desautels a affirmé, jeudi, en comité parlementaire, que les programmes de subventions du ministère du Développement des ressources humaines sont mal gérés, mal conçus et mal contrôlés.

M. Desautels a même affirmé que, dans certains dossiers du ministère sur lesquels il est particulièrement difficile d'enquêter, il pourrait être nécessaire d'appeler la police. Il s'agissait toutefois d'une remarque générale, qui n'était pas dirigée contre la subvention accordée à Placeteco.

Selon les prétentions du Bloc, cette compagnie de plastique de Shawinigan aurait, malgré les engagements envers le ministère, été incapable de créer des emplois. Elle se serait plutôt servie de l'argent pour éviter une faillite appréhendée et repayer un prêt qu'elle avait contracté à la Banque Nationale.

La loi C-20

L'ambassadeur canadien réplique à Jacques Julliard

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT
DU DEVOIR A PARIS

La loi C-20 ne brime en rien la liberté du Québec, écrit l'ambassadeur du Canada à Paris dans la dernière livraison du *Nouvel Observateur*. Jacques Roy répond ainsi à l'éditorial virulent que Jacques Julliard publiait deux semaines plus tôt dans l'hebdomadaire parisien, intitulé «Pour que le Québec... reste libre».

Dans sa réponse, l'ambassadeur estime qu'étant lui-même «francophone du Québec», il se sent «complètement à l'aise au Canada». Pour Jacques Roy, «la démarche proposée par le gouvernement canadien vise simplement à faire savoir dans quelles circonstances il accepterait d'engager des négociations avec le Québec à la suite d'un référendum gagné par les partisans de la sécession».

Il rappelle que rares sont les pays qui établissent ainsi des règles de partition. «Le gouvernement canadien est en train de le faire, dans la plus stricte légalité et dans le respect de tous les pouvoirs de l'Assemblée nationale du Québec.» Jacques Roy y voit même «l'exemple ultime d'une démocratie vivante».

Laconique, l'éditorialiste s'est contenté de répondre qu'«il y a toujours eu au Canada une minorité de francophones pour désirer le maintien en l'état du pays. Je donne acte à Monsieur l'ambassadeur du Canada, sans surprise, qu'il est de ceux-là».

FEMMES DE MÉRITE 2000



Organisé par la Fondation YWCA de Montréal, le concours Femmes de mérite est un événement qui vise à rendre hommage à des montréalaises exceptionnelles issues de milieux divers qui, par leur engagement social, ont contribué à l'avancement de la femme.

La Fondation est heureuse de présenter les finalistes pour l'année 2000 dans chacune des catégories du concours :

Affaires et professions (Canadien National)

Annie Côté, Ministère fédéral de la Justice

Louise Mailhot, Cour d'appel du Québec

Nicole Ménard, Banque de Montréal

Arts et culture (Imperial Tobacco Canada Limitée)

Odette Drapeau, relieuse

Micheline Lachance, journaliste, auteure

Lorraine B. Palardy, Fondation pour l'Art thérapeutique et l'Art brut du Québec

Avancement de la femme (Grand Prix - Banque de Montréal)

Francine Harel-Giasson, École des HEC de Montréal

Jeanne Maranda, Medi-Action - Québec inc.

Thérèse Sainte-Marie, Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail

Communications (Télémedia)

Liza Frulla, Société Radio-Canada

Andrée Gravel, GlaxoWellcome

Thérèse Paquet-Sévigny, Orbicom - Université du Québec à Montréal

Éducation (Canal Vie)

Marie Bernard, École Polytechnique

Lucie Brais, Les Scientifines

Claudia Mitchell, Université McGill

Entrepreneurship (Groupe Financier Banque Royale)

Marise Charron, diététiste-nutritionniste

Louise Daoust, Lili-les-Bains

Christiane Germain, Développement Germain-des-Prés Inc.

Jeune femme de mérite (Banque CIBC)

Astrid Christoffersen-Deb, Université McGill

Karen Pelley, Université McGill

Agata Szlanta, Collège Marianapolis College

Santé (Ford du Canada Limité)

Huguette Martin, Réseau québécois pour la santé du sein

Gloria Shaffer Tannenbaum, Université McGill

Bilks Vissandjée, Université de Montréal

Sciences et technologie (Bell Canada)

Deborah J. Buszard, Université McGill

Marzia Michielli, Rosemount Technology Centre

Julie Payette, Agence spatiale canadienne

Services publics et communautaires (Hydro-Québec)

Aoua Bocar Ly-Tall, Centres d'études ethniques

Esthel Gravel, ministère de la Justice

Cynthia Lam, Service à la famille chinoise du Grand Montréal et Centre Sino-Québec de la Rive-Sud

Sports et mieux-être (Alcan Aluminium Ltée)

Gay D. Elliott, Aristofit

Kathleen Giguère, Jeux de Salt Lake City 2002

Danièle Sauvageau, Service de police CUM

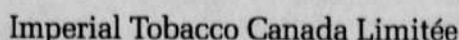
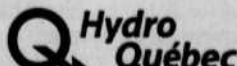
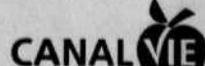
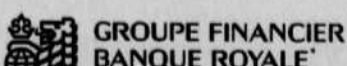
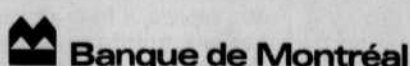
Le nom de la lauréate dans chacune des catégories sera dévoilé lors du 7^e Gala-bénéfice qui se tiendra le 26 avril prochain, à l'hôtel Le Centre Sheraton de Montréal, sous la présidence de Louise Roy, présidente et chef de la direction de Télémedia Communications Inc.

Les billets sont en vente à la Fondation au coût de 150 \$: (514) 866-9941, poste 213. (voir formulaire d'achat de billets sur le site internet : ywca-mtl.qc.ca)



Une gracieuseté du Fonds de solidarité FTQ

Merci à nos partenaires !



LE DEVOIR

POLITIQUE

Santé

Il y a place pour le secteur privé

Mario Dumont refuse de parler de médecine à deux vitesses

Lors des dernières élections générales, l'ADQ a présenté des candidats dans les 125 comtés mais n'a fait élire qu'un seul représentant à l'Assemblée nationale. Aujourd'hui, le parti de Mario Dumont compte seulement 12 000 membres mais peut miser sur une organisation mieux structurée, il est en meilleure santé financière et recueille maintenant 18 % des intentions de vote. De groupe de pression qu'il était, il est en voie de devenir un joueur incontournable de l'échiquier politique. Il ne lui reste plus qu'à se donner un programme politique, ce qui est l'objectif du congrès d'orientation qu'il tiendra les 1^{er} et 2 avril à Saint-Hyacinthe.

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

Même si Jean Charest veut créer l'impression que, s'il devenait premier ministre, les problèmes de santé disparaîtraient, Mario Dumont est d'avis qu'il ne faut pas croire aux marchands d'illusions. Tout en avouant qu'il ne connaît pas la «solution miracle», il lui paraît évident qu'il faut évoluer vers une extension du privé:

- favoriser l'accroissement des services offerts par les cliniques privées;
- et, tout en prenant les précautions nécessaires pour empêcher la mise en place d'un «marché noir» des soins de santé, accepter le principe que des clients puissent payer pour bénéficier, sans délai, d'interventions chirurgicales mineures.

A une semaine du congrès d'orientation de son parti, le chef de l'Action démocratique du Québec, au cours de l'entrevue qu'il accordait hier au *Devoir*, a abordé plusieurs des sujets qui alimentent actuellement les débats de la société québécoise: la philosophie politique des libéraux fédéraux, l'impasse constitutionnelle, la démocratie politique, le mode de scrutin, l'évolution du militantisme politique, les mœurs électorales, la fiscalité, le vieillissement de la popula-

tion, l'arrogance des Cris envers les Québécois et la réduction de la dette.

La réforme de la santé est au centre des préoccupations de Mario Dumont, qui reproche au gouvernement du Parti québécois sa fixation idéologique sur la notion de participation du privé, sa propension à faire l'équation entre le privé et le risque d'une médecine à deux vitesses.

Il estime que le gouvernement doit éviter d'investir dans l'achat de nouveaux équipements destinés aux CLSC, «qui sont fermés les trois quarts du temps». Il suggère plutôt que la mission des CLSC soit ciblée sur les soins de santé et les services sociaux à domicile et que l'on développe les cliniques médicales privées.

Le chef de l'ADQ rejette l'idée d'imposer un ticket modérateur, mais il ne serait pas opposé à ce qu'on plante une forme d'impôt-santé, quelque chose de proportionnel au revenu annuel du patient. En outre, il serait favorable à ce que l'on «définisse la gamme de services médicalement requis». C'est-à-dire que l'on retranche de la liste des soins assurés et gratuits ceux qui ne sont pas nécessaires. «Il pourrait y avoir une réflexion sur ce qui est couvert comme services essentiels.»

Contrairement au chef de l'opposition libérale, Mario Dumont ne trouve

pas qu'il faille blâmer le gouvernement chaque fois qu'il y a engorgement des urgences. Parce que, explique-t-il, c'est le même problème qui se pose dans tous les pays industrialisés où il y a renversement de la pyramide des âges. «Plus les technologies s'améliorent, plus la médecine évolue, plus l'espérance de vie est élevée, plus la société est vieillissante, plus le bassin des personnes susceptibles de se présenter à l'urgence s'agrandit.»

C'est dans cette perspective que Mario Dumont juge que Jean Charest fait figure de marchand d'illusions en criant au scandale chaque fois qu'une urgence déborde plutôt que d'avoir une vision à long terme et de se demander comment on va faire face à la situation dans dix ans. La plupart des idées que le jeune leader politique (30 ans le 19 mai) a mises de l'avant au cours de cette entrevue seront présentées sous la forme de résolutions aux délégués du congrès que l'ADQ tiendra les 1^{er} et 2 avril à Saint-Hyacinthe.

■ confier aux cliniques médicales privées un rôle mieux adapté au virage ambulatoire à l'intérieur de réseaux intégrés de services de première ligne;

■ cesser de financer l'implantation de nouveaux services médicaux courants dans les CLSC lorsqu'il existe des cliniques médicales privées offrant les mêmes services dans la communauté immédiate;

■ contribuer au désengorgement des urgences en déterminant des budgets spécifiques aux cliniques médicales en matière de remboursement des actes médicaux, d'achat d'équipement et de fonctionnement, afin qu'elles puissent offrir aux médecins un plateau technique adéquat et des heures d'ouverture suffisantes;

■ enlever la pénalité imposée aux jeunes médecins qui pratiqueraient dans les cliniques médicales disposant



Mario Dumont, le jeune chef de l'Action démocratique du Québec, discute avec un cycliste.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

des capacités de faire de la médecine générale et spécialisée, et disposant de la capacité de traiter les urgences;

- favoriser de nouvelles formes de partenariat technologique entre les établissements du secteur public et les cliniques médicales lorsqu'elles permettent d'améliorer les services

et de faire des économies;

■ financer la mise en place d'un réseau de cliniques médicales représentant leurs propres intérêts.

Au chapitre de la fiscalité, Mario Dumont préconise l'instauration d'un taux uniforme d'impôt et un programme de revenu minimum du citoyen. Il

croit que le gouvernement devrait utiliser une partie de ses surplus annuels pour réduire graduellement la dette accumulée. Il déplore l'agressivité des Cris pour qui la notion de peuple québécois est une fiction, mais il les comprend parce qu'il y voit la réaction d'une minorité qui s'estime oubliée.

Le mal canadien

Le PLC se prend pour l'État, dénonce le chef de l'ADQ

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

L'hégémonie du Parti libéral du Canada est l'une des clés pour comprendre «la maladie canadienne», dit Mario Dumont. Ce mal n'est pas causé par un seul homme. Le problème ne tient pas à Jean Chrétien. «Ce n'est pas l'individu, c'est plus profond que cela, dit-il. Le problème, c'est qu'à Ottawa il y a une confusion entre le parti et l'État. Et cela est très, très malsain.»

En entrevue au *Devoir*, hier, M. Dumont ne reproche pas pour autant aux Québécois d'avoir élu une majorité de députés du Bloc québécois en 1997, même si cela peut nuire à l'émergence d'une solution de rechange au PLC. Pour qui d'autre auraient-ils pu voter, demande-t-il? Par contre, la pertinence du Bloc québécois, qui était évidente en 1990 dans la foulée de l'échec de l'Accord du lac Meech, «saute moins aux yeux en l'an 2000», dit-il.

Il aura 30 ans à peine le 19 mai, mais il compte déjà 12 années de militantisme politique. Mario Dumont est un jeune expérimenté de la chose et il ne s'en lasse pas. Il pose sur la politique un regard frais mais plus réfléchi aujourd'hui qu'au moment où il fondait l'Action démocratique du Québec avec Jean Allaire en 1994.

L'ADQ compterait environ 12 000 membres. C'est peu, M. Dumont en convient, mais il se demande si cette situation est vraiment dramatique. Au cours de l'automne, des associations locales ont tenu des réunions dans les comtés. Il y a à l'ADQ des gens actifs. Mais il y a aussi des centaines de sympathisants qui participent aux discussions au sujet du programme du parti sur son site Internet, qui écri-

vent, qui contribuent à la caisse. Mais ceux-ci ne veulent pas nécessairement adhérer au parti.

«L'identification partisane, ce n'est plus ce que c'était», dit-il. Les gens ne veulent plus nécessairement appartenir à un parti, avoir une carte, être étiquetés. Il pense que les partis politiques vont changer, vont devoir offrir d'autres formes de participation. L'un des défis, c'est de transformer ces sympathisants en travailleurs d'élection.

A ce sujet, comme sur le reste, M. Dumont rejette les approches traditionnelles. Par exemple, il reproche aux politiciens de «perdre de vue les trajectoires du long terme». Lorsque *Le Devoir* lui a demandé hier s'il croyait que la présence de M. Chrétien à la tête du PLC pouvait être un élément favorable au mouvement souverainiste, il a répondu qu'il «ne croit pas beaucoup aux éléments de conjoncture». Selon lui, «dans l'isolement, au moment de voter, et surtout de voter sur l'avenir du Québec, tu es dans le fondamental et tu ne l'arrêtes pas au nom du premier ministre du Canada».

Il définit l'ADQ comme nationaliste mais pragmatique. Si Lucien Bouchard tient un référendum dans le présent mandat, lui-même «ne sera pas dans l'organisation» du camp du OUI. Mais il croit que «le PQ n'a pas la force politique pour tenir un référendum».

D'ailleurs, la question n'est pas à l'ordre du jour du congrès des 1^{er} et 2 avril prochains à Saint-Hyacinthe. «On veut être le premier parti depuis une couple de décennies au Québec qui définit un rêve québécois en dehors d'un vase constitutionnel précis», dit-il. Si les «options de l'ADQ sont ouvertes», le parti réclame pour le moment un moratoire de dix ans sur la tenue d'un référendum et propose le transfert au Québec de 22 pouvoirs actuellement exercés par Ottawa.

Jacoby rappelle le Revenu à l'ordre

PRESSE CANADIENNE

Québec — Le ministre québécois du Revenu ne devrait pas recourir à une somme si le contribuable conteste le bien-fondé de la cotisation qu'il a reçue, estime le Protecteur du citoyen, M^{re} Daniel Jacoby.

Ce dernier appuie en conséquence le projet de loi que la députée libérale de Beauce-Sud, Diane Leblanc, a présenté en décembre dernier devant l'Assemblée nationale.

Dans une lettre qu'il vient d'adresser à la députée Leblanc, avec copie aux trois principales formations politiques siégeant en Chambre, M^{re} Jacoby rappelle que l'actuelle façon de procéder du ministère du Revenu «crée un déséquilibre» entre les citoyens et l'État en faveur de ce dernier.

Actuellement, si le fisc estime qu'un contribuable lui doit de l'argent, il émet un avis de cotisation et le contribuable doit payer immédia-

tement, même s'il conteste le montant qu'on lui réclame.

«Le citoyen est condamné à payer avant même d'avoir pu se faire entendre, ce qui contrevient au principe de base des règles de justice naturelle», commente le Protecteur du citoyen dans sa lettre.

Il signale que la perception de sommes par le ministère du Revenu peut causer «des atteintes graves, voire irréparables pour la situation financière d'un citoyen».

M^{re} Jacoby rappelle qu'au gouvernement fédéral une procédure a été mise en place pour protéger le contribuable. Le ministère fédéral du Revenu doit obtenir l'autorisation d'un juge pour percevoir une créance lorsque le contribuable a contesté la somme qu'on lui réclame.

Le seul moment où le fisc fédéral peut passer outre à cette mesure est lorsque le contribuable est soupçonné de vouloir quitter le pays en douce, ou qu'il l'a déjà fait.

EN BREF

Une enquête sur la forêt

(Le Devoir) — Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, croit nécessaire de tenir «un débat de société sur la forêt». En entrevue au *Devoir*, celui-ci a ainsi appuyé la demande formulée par une coalition en faveur d'une enquête publique sur la forêt au Québec. Depuis la diffusion du film *L'Erreur boréale* de Richard Desjardins et Robert Monderie, plusieurs «poches d'inquiétude et d'insatisfaction» sont apparues. «Tout le monde est choqué», dit-il, reprochant au gouvernement péquiste d'avoir voulu «mettre le couvercle sur la marmite» lorsque le duo Desjardins-Monderie a sonné l'alarme l'an dernier. Dans le document de discussion préparé pour le congrès de l'ADQ les 1^{er} et 2 avril à Saint-Hyacinthe, le parti propose de réviser la Loi sur les forêts pour tenir compte des besoins des autres utilisateurs et afin que le ministère de l'Environnement et le ministère des Ressources naturelles délimitent des territoires voués à la protection et à la conservation de la forêt boréale.

COMPRENDRE LE MONDE AUTREMENT

numéro 283 : MARS-AVRIL 2000

recto verso



DOSSIER : La langue tombe-t-elle du ciel?

La langue française est une des plus normées au monde. Avec des normes parfois contradictoires. Quel effet cela a-t-il sur la population? Sur les sentiments, les attitudes et le rapport qu'elle entretient avec sa langue? Plusieurs entretiennent avec la langue le même rapport qu'avec une religion.

Faut-il s'alerter d'une supposée dégradation de la langue au Québec? Existe-t-il une langue pure? Ou un niveau de langue «meilleur» qu'un autre? Sur la «qualité de la langue», un concept surtout québécois, les avis sont très partagés, et très... émotifs.



Aussi dans ce numéro :

Portrait: Gabor Szilasi et ses paysages humains du Québec



Hongrois d'origine, il est reconnu comme un des grands photographes québécois. Depuis 40 ans, Gabor Szilasi capte sur photo le Québec rural et urbain, le Québec de l'intérieur. «Le rôle du photographe dans la société ou plutôt la possibilité du photographe, c'est d'apporter quelque chose d'inédit, une manière de voir le sujet, le monde, comme on ne l'a jamais vu.»



Aide domestique et économie sociale

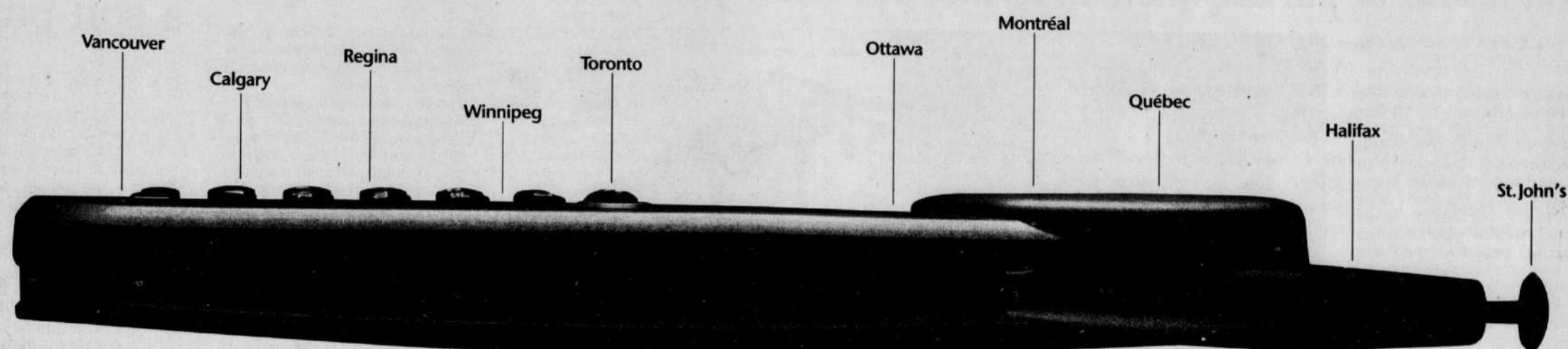
Ces entreprises seront-elles viables? Les premières entreprises d'économie sociale en aide domestique et le programme gouvernemental qui les finance ont maintenant trois ans. Le temps des bilans et des renouvellements.



Au Québec: Kurdes rudes

Botan, Sipan, Welat. Aux quatre coins de la région métropolitaine, une pléiade de commerçants kurdes exhibent, d'un sentiment fier et libéré, leur nom à la vitrine de modestes pizzerias. Sauf dans leur Turquie natale, les laissés pour compte du Moyen-Orient clament comme ils le peuvent leur identité.

Disponible gratuitement dans plus de 1100 points de dépôt à travers le Québec: les kiosques à journaux, les bibliothèques, les librairies et les organismes communautaires



Appelez partout au pays sans interurbains.

MOBILITÉ PANCANADIENNE

Le forfait à tarif unique le plus avantageux

200
minutes
39\$
/mois

- Aucuns frais d'interurbains pour les appels à partir du Canada à destination du Canada ou des États-Unis.
- Utilisez vos minutes *Mobilité pancanadienne* pour parler, pour surfer et pour le courriel (avec *SCP numérique*).
- Aucuns frais d'itinérance au Canada.
- La couverture la plus vaste et la plus transparente au Canada.
- Appels locaux en tout temps.
- Aucun contrat.
- Services *Conférence à trois*, *Renvoi automatique* et *Appel en attente* compris.
- Autres forfaits disponibles, dont :
400 minutes 59 \$/mois
800 minutes 109 \$/mois.

Qualcomm bimode
QCP 2760
à seulement

49\$



1888 4 MOBILE ou www.bellmobilite.ca

Bell
Mobilité

Temps d'antenne additionnel entre 25 ¢ et 30 ¢ la minute. Facturation à la seconde sur SCP numérique seulement. Appels internationaux facturés au tarif international en vigueur. Taxes, frais annuels d'accès au réseau et d'activation en sus. *Sur remise postale, pour les nouvelles activations seulement. Qualcomm est une marque de commerce de Qualcomm inc.

Agents
ENTREPRISE YACO
5300, boul. des Laurentides
Auteuil (450) 628-9366
R.C.C.
Mail Montenach
600, boul. Sir Wilfrid Laurier
Beleuil (450) 446-7176
CTM
744, boul. Curé-Labelle
Blainville (450) 433-0228
BELL MOBILITÉ
2151, Lapinière
Brossard (450) 465-1118
REYNOLDS COMMUNICATION
3, Chamberland
Cap-De-La-Madeleine
(819) 697-0043
MOBILITÉ CHATEAUGUAY
230, boul. St-Jean-Baptiste
Châteauguay (450) 692-4040
MOBI-CELL COMMUNICATIONS
5, Route 132
Dolton (450) 635-9999
CTM
3699, boul. St-Jean
Dollard-Des-Ormeaux
(514) 626-8888
J.D. MOBILITÉ
10925, chemin Côte-de-Liesse
Dorval (514) 422-0511

ROCHEFORT RADIO TV
2265, boul. St-Joseph
Drummondville (819) 478-5178
CTM
590, boul. Boivin
Granby (450) 378-3618
BOUTIQUE DU TÉLÉPHONE
127, boul. St-Charles Borromé nord
Joliette (450) 752-5030
COSAT
2121, boul. Labelle
Lafontaine (450) 431-5122
BELL MOBILITÉ
7077, boul. Newman
Lasalle (514) 364-3071
CELLCOM COMMUNICATIONS
Carrefour Laval
3035, boul. Le Carrefour
Laval (450) 978-7133
CELLULAR ONE
435, boul. St-Martin
Laval (450) 667-1177
CTM
2271, boul. Le Corbusier
Laval (450) 682-9366
METRO COM CANADA
800, boul. Chomedey
Laval (450) 687-4000
CELLCOM COMMUNICATIONS
650, place Trans-Canada
Longueuil (450) 463-7777

TRIACOM
2771, boul. Jacques-Cartier est
Longueuil (450) 928-2244
BELL MOBILITÉ
Centre Eaton
705, rue Ste-Catherine ouest
Montréal (514) 288-8436
BELL MOBILITÉ
Tour Bell
1001, rue University
Montréal (514) 876-1622
CELLCOM COMMUNICATIONS
5200, rue Paré
Montréal (514) 739-7777
CELLULAR ONE
9280, boul. l'Acadie
Montréal (514) 385-0770
ABCO TÉLÉCOMM
8900, rue Lajeunesse
Montréal (514) 389-8900
CITÉCELL
5571, boul. de la Vérendrye
Montréal (514) 762-2000
LA CELLUBOUTIQUE
Complexe Desjardins
150, rue Ste-Catherine ouest
Montréal (514) 289-1001
TÉLÉCENTRE QUÉBEC
6855, rue St-Jacques ouest
Montréal (514) 485-5222

COMMUNICATION IDÉALE
309, rue Notre-Dame
Repentigny (450) 585-4455
CTM
2378, rue King ouest
Sherbrooke (819) 562-9262
GOBEIL ET FILLES
2628, rue King ouest
Sherbrooke (819) 563-0406
COMMUNICATIONS J.D.
66, rue Dubois
St-Eustache (450) 974-7444
HÉBERT & GOUIN COMMUNICATIONS
391, boul. Séminaire Nord
St-Jean-Sur-Richelieu
(450) 348-5210
CBCI TÉLÉCOM
175, rue Montpellier
St-Laurent (514) 748-5224
LAZER AUTO
9900, boul. Henri-Bourassa ouest
St-Laurent (514) 334-4785
AUTOCELL
6050, boul. Métropolitain est
St-Léonard (514) 257-9292
AUTOCELL
9269, Lacordaire
St-Léonard (514) 324-0000

HER-COMM
1729, chemin Gascon
Terrebonne (450) 964-7777
RADIO MICHEL
604, Marie-Victorin
Tracy (450) 746-7777
LIBRAIRIES BOYER LTÉE
10, rue Nicholson
Valleyfield (450) 373-6211
Agents
Région de Québec
CELLULAIRE CHIC
75, boul. St-Luc ouest
Alma (418) 668-7771
INTER CELLULAIRE
500, boul. Rochette
Beauport (418) 660-9909
LE MAÎTRE DU CELLULAIRE
1616, boul. Talbot
Chicoutimi (418) 690-9300
CELLULAIRE CHIC
3855, boul. Harvey
Jonquière (418) 695-3105
CELLUBOUTIQUE
104, route Président-Kennedy
Lévis (418) 837-0222
NOVICOM TECHNOLOGIE
6610, boul. de la Rive Sud
Lévis (418) 838-3999

CBCI TÉLÉCOM
710, rue Bouvier
Québec (418) 626-1800
LA CELLUBOUTIQUE
Centre Commercial Rivière-du-Loup
298, boul. Thériault
Rivière-du-Loup (418) 868-8888
LE PRO DU CB
43, Flintkote
Robertsonville (418) 338-3440
CELLULAIRE CHIC
613, boul. Marcotte
Roberval (418) 275-0606
BELL MOBILITÉ
Place Laurier
2700, boul. Laurier
Ste-Foy (418) 659-3400
LA CELLUBOUTIQUE
732, Commerciale
St-Jean-Chrysostome (418) 834-9001
LA CELLUBOUTIQUE
4885, boul. Hamel ouest
Vanier (418) 871-7776
LA CELLUBOUTIQUE
850, boul. Pierre-Bertrand
Vanier (418) 682-2355
COMMUNICATION 1ER CHOIX
565, boul. Bois-Franc sud
Victoriaville (819) 357-7777

Battery Plus

BRAULT & MARTINEAU

WILLY'S
EN GROS

TELECOM
CANADA

Dumoulin

FUTURESHOP

SEARS

STEREO
ELECTRONIQUE

TANGUAY
ELECTRONIQUE

LE DEVOIR

LE MONDE

Le président intérimaire veut offrir la stabilité à ses compatriotes

Poutine s'adresse à la nation

Seul le taux de participation au scrutin de demain peut forcer un deuxième tour

AGENCE FRANCE-PRESSE
REUTERS

Moscou — Grand favori de l'élection présidentielle, Vladimir Poutine a appelé hier ses compatriotes à choisir la stabilité et l'efficacité et à exprimer ce choix par une participation massive alors que le communiste Guennadi Ziouganov dénonçait par avance l'honnêteté du scrutin.

Au dernier jour de la campagne électorale, le président russe intérimaire s'est présenté à la télévision le visage tendu et la voix grave. Il a choisi de s'exprimer dans une posture très présidentielle, assis derrière un imposant bureau de bois, le drapeau tricolore de la Russie à son côté.

«A la veille de l'événement le plus important dans l'histoire de l'Etat, il est de mon devoir de vous demander, mes compatriotes, de remplir vos obligations constitutionnelles. Il est impératif d'aller voter dimanche pour choisir le président de la nouvelle Russie», a déclaré M. Poutine.

Donné grand favori du scrutin de demain, avec plus de 50 % d'intentions de vote, M. Poutine (47 ans) ne craint guère que les abstentions, qui pourraient le priver d'une victoire possible au premier tour. Les abstentionnistes se compteraient en effet davantage parmi les Russes susceptibles de voter pour le pouvoir en place que parmi ceux enclins à un vote protestataire. Le taux de participation devrait être d'au moins 65 %, selon les instituts de sondage. Aux termes de la loi électorale russe, le scrutin est valide si la participation dépasse 50 % des électeurs inscrits.

M. Poutine, qui s'est adressé aux 108 millions d'électeurs, en a profité pour conforter son image de «père de la nation» et de garant de la Constitution. «Ces trois derniers mois ont montré que, malgré toutes les difficultés liées aux événements dans le Caucase



Un Russe lit la revue *Top Secret* dont Vladimir Poutine fait la une.

ALEXANDER DEMIANCHUK REUTERS

du Nord, la société s'est unie devant la nouvelle menace. Nous sommes devenus plus forts», a-t-il souligné d'un ton grave depuis son bureau du Kremlin.

M. Poutine a bâti sa popularité

(plus de 50 % d'intentions de vote, selon les derniers sondages) sur sa position de «faucou» face au «terrorisme» tchétchène. Il joue aussi du sentiment d'humiliation des Russes, an-

ciens citoyens soviétiques nostalgiques du statut de grande puissance. «La Russie est l'un des plus grands États du monde et une grande puissance nucléaire», a-t-il notamment déclá-

ré, soulignant que la tâche du nouveau président serait notamment «de restituer au pays son prestige et son rôle majeur dans le monde».

Les dix adversaires du président intérimaire, dont le communiste Guennadi Ziouganov, le libéral Grigori Iavlinski et l'ultranationaliste Vladimir Jirinovski, n'ont pas immédiatement répliqué à l'intervention du président intérimaire.

Seul le puissant homme d'affaires Boris Berezovski a occupé le terrain pour mettre en doute la capacité de Vladimir Poutine à réduire l'influence de «l'oligarchie» qui aurait pris le contrôle de la Russie postsoviétique.

«En tant qu'homme politique, il agit de façon pragmatique. Comme tous les autres, il a déclaré que l'oligarchie devait être tenue à l'écart du pouvoir», a dit le milliardaire au journal *Vedomosti*. «C'est normal mais impossible à mettre en œuvre. Ce discours plaît aux électeurs.»

Le leader communiste Guennadi Ziouganov, principal rival du président intérimaire avec environ 20 % d'intentions de vote, a de son côté mis en garde contre des fraudes électorales, selon lui en préparation.

Le chef du PC russe (55 ans), qui avait perdu au second tour face à Boris Eltsine en 1996 avec 40,31 % des voix, a indiqué qu'il enverrait des observateurs dans chacun des 94 000 bureaux de vote et menacé de ne pas reconnaître les résultats du scrutin en cas de fraude.

La presse russe, tenant M. Poutine pour élu, a pour sa part affirmé que celui-ci nommerait l'actuel vice-premier ministre Mikhaïl Kassianov au poste de premier ministre, citant des sources au Kremlin et au gouvernement.

M. Poutine, ancien officier du KGB, a en outre déclaré à la presse américaine qu'il s'entourerait d'anciens collègues des services secrets russes pour renforcer son contrôle sur les structures d'Etat.

Ulster

Trimble fait face à son parti

AGENCE FRANCE-PRESSE

Belfast — Le chef du principal parti protestant d'Ulster, David Trimble, doit affronter aujourd'hui un représentant de l'aile dure de sa formation lors d'un vote du congrès de l'UUP qui donnera la mesure des chances de relance du processus de paix dans la province britannique.

Une défaite de M. Trimble comme chef du parti qu'il dirige depuis 1995 n'est pas à l'ordre du jour. Mais l'ampleur du vote en faveur du député Martin Smyth, représentant des durs de l'UUP, donnera la mesure de la contestation à la ligne relativement modérée incarnée par M. Trimble.

M. Smyth, 68 ans, ancien grand maître de l'ordre d'Orange, la puissante loge qui fédère les protestants unionistes d'Ulster, a reçu le soutien de l'actuel chef de cette organisation, Robert Saulter, ainsi que de certains députés opposés à l'accord de paix, dont Jeffrey Donaldson. Le soutien de l'ordre d'Orange devrait garantir à M. Smyth la majorité des votes de ses 150 membres au sein du conseil qui se réunit à Belfast. S'y ajouteront les 36 votes du mouvement des Jeunes unionistes (aile droite du parti). Mais le conseil compte au total 858 membres qui ont jusqu'ici majoritairement soutenu leur leader.

En novembre, ils avaient tout de même été 42 % à s'opposer à son pari de commencer à partager le pouvoir avec les nationalistes du SDLP et du Sinn Féin, dans l'attente de progrès sur le désarmement avant la fin de janvier. Ce pari avait échoué et Londres avait évité à M. Trimble de mettre à exécution sa menace de démission du poste de premier ministre d'Ulster, suspendant *sine die* les jeunes institutions semi-autonomes de la province. David Trimble était sorti légitimé de l'épisode, qui avait vu le gouvernement britannique se rallier à sa ligne de fermeté sur le désarmement.

Depuis lors, il exige de concert avec Londres un engagement solide et un calendrier de désarmement de l'IRA en préalable à la remise en place des institutions. Ses opposants disent refuser de gouverner avec le Sinn Féin avant une reddition effective des armes de l'IRA. Un préalable défendu depuis les tractations ayant mené à l'accord de paix d'avril 1998 et qui masque mal une opposition pure et simple au principe du partage du pouvoir avec les catholiques.

La candidature de M. Smyth «n'est pas surprenante; tout ça renvoie aux attitudes vis-à-vis de l'accord de paix et même à avant l'accord de paix», a estimé M. Trimble. Selon le dirigeant protestant, âgé de 55 ans, «toute la question est celle du changement et du changement de générations dans le parti, qui en incommode certains».

Davantage pour l'Irak

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est engagé hier à améliorer son programme d'aide à l'Irak face aux dénonciations de plus en plus nombreuses de la crise humanitaire dans ce pays après un embargo de près de dix ans. Une grande majorité des quinze membres du conseil a critiqué les insuffisances du programme humanitaire, attribuées par certains pays au sévère régime de sanctions imposé à l'Irak après son invasion du Koweït en 1990. Mais les États-Unis ont réitéré que les sanctions restaient en place parce que «l'Irak était toujours une menace».

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le sommet américano-syrien de demain à Genève est entouré de secret, à en croire les rares organisateurs qui acceptent de partager leurs maigres renseignements.

«La seule chose que je peux dire est que le président Clinton arrivera demain à Genève», accepte de confier un membre du service de presse de la mission américaine à l'ONU. «Pour le reste, je ne sais rien», ajoute-t-il.

Côté syrien, le mutisme est total. «Rappelez-vous tard», indique régulièrement le standardiste de la mission auprès de l'ONU. Mais rien ne change,

pas même la confirmation officielle de la venue du président Hafez al-Assad, attendu cet après-midi à Genève, selon le chef du protocole de la ville, Jérôme Koechlin. Seul ce dernier a accepté de confirmer la tenue de ce sommet dans un grand hôtel de la ville, l'Intercontinental, situé près du palais des Nations et non loin de l'aéroport.

La tenue d'une conférence de presse à l'issue de ce sommet reste encore incertaine, tant de la part du président américain que de celle du président syrien. Seul un communiqué final pourrait être distribué, croit savoir un des organisateurs. Un périmètre de sécurité sera établi autour de l'hôtel Intercon-

tinental par la police de Genève, aidée d'effectifs venant du canton de Vaud, voisin.

Le président Clinton prévoit de regagner les États-Unis demain soir, son homologue syrien devant quitter Genève pour Damas lundi, selon M. Koechlin. Le secrétaire d'Etat Madeleine Albright, qui s'est exprimée jeudi devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU avant de rejoindre Bill Clinton en Inde, sera également présente à ce sommet.

Les présidents Clinton et Assad se sont déjà rencontrés à trois reprises, une première fois en janvier 1994 à Genève, une deuxième en octobre

1994 à Damas et une troisième fois en février 1999 à Amman, en marge des funérailles du roi Hussein de Jordanie.

Le premier ministre israélien Ehoud Barak a déclaré hier ignorer si ce sommet pourrait permettre de relancer les pourparlers de paix israélo-syriens. «Je ne sais pas et je ne peux pas dire si les pourparlers de paix [avec la Syrie] reprendront après le sommet», a indiqué M. Barak. «Nous n'avons jamais fermé la porte à la possibilité de faire la paix et de signer des accords avec la Syrie, les négociations ne reprendront que si chacune des deux parties comprend les besoins de l'autre et est prête à faire un geste», a-t-il affirmé.

Clinton et al-Hassad se rendent à Genève

Une rencontre des plus secrètes

19e
radiothon CKRL MF 89,1
24, 25, 26
mars 2000
à Québec

Dès 10h le samedi 25 mars
Agnès Maltais
Serge Pallascio
Julie Salvador
Chloé Ste-Marie
Laurent Saulnier et Robert Gillet
Marc Déry,
Tenzen
Pervers Polymorphes
La Structure
Loco Locass
DJ Gengis Dhan
Dès 10h le dimanche 26 mars
Marie Gignac et Bernard Gilbert
Thürin Von Pranke
Jacques Bourget
Ess'N'Club
Jorane
Jack Robitaille
et d'autres encore...

plus de trente heures de radio régale
Sous la présidence d'honneur de
JACK ROBITAILLE
En direct de la Fourmi Atomik
le 25 mars dès 19h
En direct du Pub Java
le 26 mars dès 10h

Les mordus
seront rassasiés !
Écoutez-nous en
«Real audio» sur le
www.ckrl.qc.ca
Devenez membre
(418) 640-2575

Québec
Ministère de la Culture
et des Communications
Télé-Québec
MCAUSLAN
LA PASSION DES GRANDES BIÈRES
Radio-Canada
Télévision

Pour hommes
Habits italiens
à partir de 299\$

Pour femmes
Tailleurs
à partir de 250\$

GRAND
SOLDE
jusqu'à
60%

Pour Lui
Centre de Commerce Mondial
281-7999
5107, av. du Parc (sud) Laurier
277-7558

Pour Elle
277, av. Laurier O.
270-6154
Centre de Commerce Mondial
844-9125

• LE MONDE •



SANTIAGO LYON REUTERS
Jean-Paul II s'est recueilli hier là où Jésus aurait désigné saint Pierre comme son successeur, à Tabgha, dans le nord d'Israël.

Mise en garde des islamistes

La visite du pape suscite des tensions à Nazareth

RICHARD ENGEL
AGENCE FRANCE-PRESSE

Nazareth — À la veille de la visite de Jean-Paul II à Nazareth, où Jésus a passé son enfance, la tension est montée hier entre chrétiens et musulmans à propos du projet controversé de construction d'une mosquée près de l'un des sites les plus sacrés de la chrétienté.

Des islamistes arabes israéliens, qui entendent construire une mosquée en contrebas de la basilique de l'Annonciation, ont averti le pape qu'il ne devait même pas songer à essayer de bloquer ce projet. Jean-Paul II doit célébrer aujourd'hui une messe dans cette basilique, bâtie à l'endroit où, selon la tradition chrétienne, l'ange Gabriel a annoncé à Marie qu'elle allait donner naissance à l'enfant Jésus.

Jean-Paul II a commencé son pèlerinage en Terre sainte par Bethléem, où Jésus est né, et le terminera demain par Jérusalem, où le Christ a été crucifié.

«Nous affirmons clairement: vous êtes notre hôte, vous êtes le bienvenu en Terre sainte, mais n'intervenez pas dans notre Terre sainte», a proclamé l'imam devant un millier de fidèles qui ont prié à l'ombre de la basilique,

dont les tours dominent cette ville de 60 000 habitants.

Un prêtre catholique affirme que la mise en garde des islamistes au pape va à l'encontre de l'esprit d'entente interreligieuse et de dialogue qui constitue l'un des principaux thèmes de la visite du souverain pontife en Terre sainte, la première par un pape depuis 36 ans.

Le feu vert donné l'an dernier par les autorités israéliennes à la construction de cette mosquée a provoqué les critiques des dirigeants des différentes églises chrétiennes, qui ont ordonné la fermeture pendant deux jours des sites chrétiens de la Terre sainte en novembre en signe de protestation.

Hier, à l'endroit où Jésus-Christ s'était adressé à ses disciples il y a près de 2000 ans, le pape Jean-Paul II a prononcé en Israël son propre «sermon sur la montagne» lors d'une messe pour la jeunesse qui a réuni 100 000 fidèles venus des quatre coins du monde.

Cette grande messe en plein air a été le clou d'une journée placée sous le signe du religieux, au cours de laquelle le souverain pontife a visité les lieux saints de Galilée (nord d'Israël) où le Christ a vécu et prêché.

Un an après les frappes en Yougoslavie

L'OTAN appelle à la fin des violences

Des milliers de Serbes sont descendus dans la rue

AGENCE FRANCE-PRESSE
ASSOCIATED PRESS

Le secrétaire général de l'OTAN, George Robertson, a appelé hier à la fin des violences au Kosovo, un an après le lancement par l'Alliance atlantique de ses frappes aériennes contre la Yougoslavie.

Les leaders albanais du Kosovo «ont la responsabilité de promouvoir une nouvelle vision et de ne pas jouer sur de vieux cauchemars», a déclaré M. Robertson. «Si vous ne le faites pas, vous risquez de voir le soutien de la communauté internationale disparaître», a-t-il dit à l'adresse de ces leaders.

«L'avenir du Kosovo est dans les mains de ceux qui vont vivre ici et non pas de ceux qui vivent à Bruxelles», siège de l'OTAN, a souligné le responsable britannique.

M. Robertson a eu des discussions avec les leaders albanais, notamment le chef de l'ancienne guérilla séparatiste Hashim Thaçi et le modéré Ibrahim Rugova, mais a regretté qu'aucun représentant serbe n'ait voulu lui parler.

Il a rapporté que les leaders albanais avaient désapprouvé les tensions dans le sud-est de la Serbie, en bordure du Kosovo, où des incidents armés ont opposé un groupe d'Albanais à la police serbe. Ils ont condamné selon lui «ces gens qui suscitent des troubles et qui créent des problèmes dans la vallée de Presevo», une région où vit quelque 70 000 Albanais.

La force multinationale au Kosovo (KFOR) dirigée par l'OTAN s'est déclarée inquiète devant les récents accrochages dans la région et a lancé une opération la semaine dernière dans l'est du Kosovo contre des camps d'entraînement présumés pour des guerrilleros qui traversent la limite entre le Kosovo et la Serbie.

M. Robertson a déclaré aux habitants du Kosovo que l'installation d'une forte présence internationale après la fin des bombardements de l'OTAN était pour eux «une chance de rompre avec le passé».

Le secrétaire général de l'OTAN s'est dit «plus que jamais convaincu que l'action de l'OTAN était non seulement la chose juste à faire mais même la seule chose à faire».

Appuis à Milosevic

Sessions spéciales au parlement et au gouvernement, rassemblements publics, couronnes de fleurs, la Yougoslavie célébrait hier le premier anniversaire du début des frappes de l'OTAN.

«Jamais dans l'histoire du peuple serbe nous n'avons eu un ennemi aussi grand et aussi puissant. Ils ont frappé un petit pays, mais n'ont pas compris qu'un grand peuple y vivait», a déclaré Tomislav Nikolic, vice-premier ministre yougoslave devant les commissions des affaires étrangères des deux chambres du parlement fédéral, en présence de délégations étrangères venues de pays comme la Russie, l'Ukraine, le Belarus ou la Roumanie.

Des milliers de Serbes sont descendus dans la rue hier à l'occasion du premier anniversaire du début des bombardements de l'OTAN, dans des rassemblements de soutien à Slobodan Milosevic qui ont eu beaucoup moins de succès que prévu.

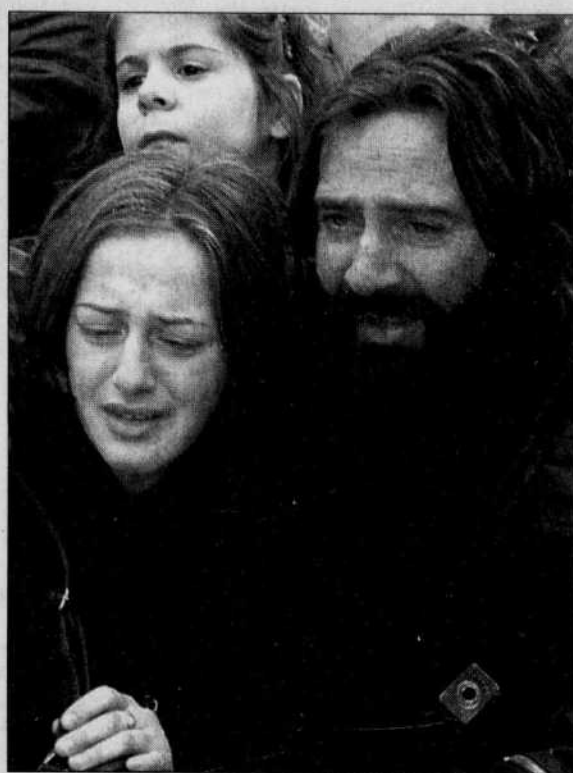
Environ 5000 personnes ont participé à un rassemble-

ment à Belgrade pour commémorer le début des frappes le 24 mars 1999. Des rassemblements similaires ont eu lieu dans tout le pays.

Des manifestants assistant à un concert de rock à Belgrade brandissaient des photos du président yougoslave et des banderoles sur lesquelles on pouvait lire: «Slobo, tu es choisi par Dieu pour défendre les Serbes.» Des portraits du général Ratko Mladic, ancien chef militaire des Serbes de Bosnie inculpé de crimes de guerre par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, ont également été exhibés.

Ces manifestations, jugées irrationnelles par l'opposition, incluaient un marathon à Belgrade dont le parcours passait devant les bâtiments détruits par l'OTAN. Des responsables ont déposé des gerbes sur les ruines, dont celles de l'ancienne ambassade de la Chine, frappée par erreur le 7 mai 1999.

Les partis d'opposition et de nombreux Belgradois ont estimé que ces démonstrations de soutien au régime étaient malvenues étant donné les dommages subis par le pays durant le conflit, qualifié d'«agression criminelle» par le pouvoir. La campagne de frappes de 78 jours s'était soldée par le retrait des forces de Belgrade du Kosovo.



DRAGAN KUJUNDZIC REUTERS
Slobodan et Milica Milovanovic, dont les trois enfants ont péri dans les bombardements de l'OTAN à Surdulica, ont laissé voir leur peine lors du dévoilement d'un monument à la mémoire des enfants tués il y a un an.

150 cadavres sont découverts en Ouganda

AGENCE FRANCE-PRESSE

Kampala — Plus de 150 cadavres ont été déterrés hier dans une propriété de la secte Restauration des dix commandements de Dieu, à environ 45 kilomètres de Kanungu, où plus de 330 adeptes sont morts brûlés le 17 mars dans un drame désormais considéré par la police ougandaise comme un meurtre collectif.

«Il y avait 153 corps au total», a déclaré un porte-parole de la police ougandaise, Assuman Mujenyi, précisant qu'il y avait 59 enfants et 94 adultes, majoritairement des femmes. Certaines personnes avaient été étranglées, certaines frappées ou taillées à mort, a-t-il ajouté. Les corps se trouvaient dans des fosses communes découvertes dans la propriété d'une autre branche de la secte, dans le village de Kalingo, à Rujumbura, dans le district de Rukungere (sud-ouest de l'Ouganda), a annoncé le député de la région, Jim Muhwezi.

Certains corps «ont été mis en terre il y a environ un an», a-t-il indiqué. La première fosse commune découverte par les policiers contenait 20 cadavres, principalement de femmes et d'enfants, dont certains avaient des cordes autour du cou, a-t-il précisé. Les autres ont été déterrés dans d'autres fosses communes tout au long de la journée.

Cette macabre découverte survient au moment où la police ougandaise a requalifié de meurtre collectif le drame de Kanungu, d'abord considéré comme un suicide collectif.

Il y a une semaine, au moins 330 adeptes de la secte étaient morts brûlés dans leur église de fortune de cette localité, également située dans le district de Rukungere. Le chef de la police ougandaise avait estimé que le bilan total pouvait s'élever à 400 morts.

«Nous traitons maintenant les morts de Kanungu comme un meurtre collectif, exceptées celles des dirigeants de la secte. Si ceux-ci sont morts, ils se sont suicidés car ils savaient ce qui allait se passer», a déclaré le porte-parole de la police, Eric Naigambi. Les autres adeptes pouvaient ne pas avoir su ce qui allait survenir quand ils sont entrés dans l'église, a-t-il ajouté.

Selon un rapport préliminaire de la police, les victimes sont mortes asphyxiées ou brûlées. L'incendie a été provoqué par des explosions, et non par de l'essence dont les fidèles se seraient aspergés, comme les services de sécurité l'avaient pensé.

EN BREF

ONU: accord sur l'exploitation des enfants

(AFP) — Le groupe de travail de l'ONU sur le renforcement de la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est parvenu dans la nuit de jeudi à hier à Genève à un accord sur un texte qui pourra être adopté par les États membres, a annoncé l'ONU. Après plusieurs échecs, le groupe de travail a trouvé un compromis sur cet accord qui vise à criminaliser davantage toutes les formes d'exploitation (vente et prostitution d'enfants, pornographie impliquant des enfants). Il se présente sous la forme d'un protocole additionnel et facultatif à la Convention des droits de l'enfant de 1989. La France et l'Allemagne avaient rejeté le mois dernier une des clauses du document prévoyant qu'un pays peut y adhérer sans avoir ratifié la convention de 1989, ce qui visait très explicitement les États-Unis qui n'ont pas ratifié ce texte fondamental. Mais un compromis a été trouvé en s'appuyant sur le fait que les États-Unis sont signataires de la convention de 1989. Dès lors, ils sont désormais autorisés à adhérer au nouveau protocole comme ils l'ont fait précédemment à propos des enfants-soldats.

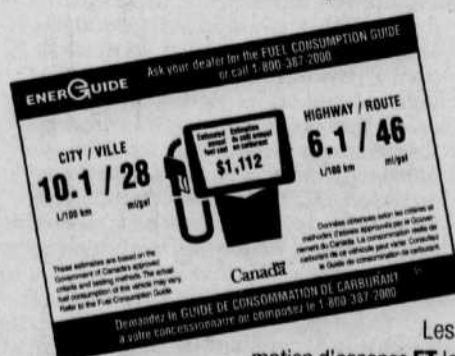
Inde: ultime appel de Clinton

(AFP) — Le président américain Bill Clinton a lancé un ultime appel passionné à la non-prolifération nucléaire en Asie du Sud en concluant hier une visite de cinq jours en Inde avant de se rendre aujourd'hui au Pakistan. S'adressant à des hommes d'affaires à Bombay, M. Clinton a demandé aux Indiens de donner l'exemple en conduisant la région «loin de la prolifération des armes dangereuses, vers la prolifération de nouvelles idées, de nouvelles compagnies et de nouvelles technologies». Le président américain, qui avait parlé de la frontière indo-pakistanaise au Cachemire comme de la région du monde la plus dangereuse avant sa visite en Inde, a exhorté ce pays à s'écarter «des tensions raciales et ethniques que nous voyons aujourd'hui dans les endroits troublés d'Asie du Sud». M. Clinton avait appelé l'Inde, au début de sa visite à New Delhi, à limiter son programme nucléaire et à signer le traité d'interdiction atomique.



Un bon moyen d'économiser à la pompe

Comparez les cotes ÉnerGuide pour choisir votre prochaine voiture



À la recherche d'un véhicule neuf? Repérez d'abord l'étiquette ÉnerGuide sur la fenêtre et consultez le Guide de consommation de carburant. Ces outils vous permettront de comparer l'efficacité énergétique de divers modèles de véhicules et vous aideront ainsi à faire le bon choix pour vous, votre portefeuille et l'environnement.

Les cotes ÉnerGuide vous indiquent la consommation d'essence ET le coût annuel en carburant associés à chaque véhicule. Cela pourrait vous permettre de réaliser d'importantes économies — plus de 450 \$ par année si vous comparez le modèle compact le plus éconergétique à la moyenne de sa catégorie.

Mais il y a plus que l'argent économisé. Les véhicules les plus éconergétiques contribuent à réduire les émissions de dioxyde de carbone, un des gaz à effet de serre responsables des changements climatiques.

Ainsi, laissez-vous guider par ÉnerGuide... vous économiserez de l'argent et aiderez à protéger l'environnement.

Demandez votre Guide de consommation de carburant GRATUIT.

Pour obtenir votre guide gratuit, communiquez avec le service des publications de l'Office de l'efficacité énergétique au

1 800 387-2000.

Ou consultez notre site Web pour:

- en savoir plus;
- consulter une version interactive du Guide et de l'étiquette ÉnerGuide;
- voir les modèles 1999 et 2000 gagnants des prix ÉnerGuide remis aux véhicules les plus éconergétiques dans différentes catégories.

<http://oeer.ncan.gc.ca/vehicules/1>



Ressources naturelles
Canada
Office de l'efficacité
énergétique

Natural Resources
Canada
Office of Energy
Efficiency

Canada

É D I T O R I A L

La «revanche nationale»

En son pays, la Russie, Vladimir Poutine est fréquemment surnommé l'iceberg, quand ce n'est pas le paquet-surprise ou la boîte noire. Maître du double langage, orfèvre en coups fourrés, celui qui deviendra deuxième président élu de la Russie, vraisemblablement demain, est en tout cas le chef de file de ceux qui prônent la «revanche nationale».

Au cours de la campagne électorale qui se termine aujourd'hui, celui que Boris Eltsine a sacré président le 31 janvier dernier a réduit le débat démocratique à une pantomime. Il n'a rien dit, rien promis. Dans la seule entrevue de fond qu'il ait daigné accorder, entrevue largement commentée par la presse internationale, Poutine, à la question de savoir s'il y aurait des changements radicaux après son élection, a laissé tomber: «Je ne vous le dirai pas!»

Certes, il a écrit. Mais si peu. Deux textes seulement, dans lesquels il assure vouloir faire le lien «entre les valeurs universelles et les valeurs spécifiquement russes» ainsi «qu'entre le patriotisme, fondé sur un État fort, et le libéralisme». À l'évidence, cet ex-patron du FSB, le KGB d'aujourd'hui, a réduit le discours politique à la nébulosité. À ceux qui souhaitaient, en toute logique démocratique, se faire une idée plus juste sur les mécanismes qu'il entendait employer afin de faire les synthèses évoquées, il a opposé un *niet* catégorique. Poutine a aussi refusé de participer à un débat sur son programme.

Pire, il est allé jusqu'à museler une presse pourtant largement vouée à sa personne. Fort de la large popularité qu'il a acquise grâce à la sale guerre qu'il mène en Tchétchénie, Poutine a usé des méthodes chères aux tsars, qu'ils s'appellent Alexandre 1^{er} ou Staline. En cours de campagne, il a signé un décret prévenant que tout média qui oserait publier une entrevue avec un rebelle tchétchène serait puni.

C'est pourtant le même homme qui, quelques jours auparavant, s'était affiché comme étant une personne attachée à la liberté de la presse. Un jour, il promet le noir, pour mieux blanchir le lendemain. Pour les Occidentaux, plus grave est son retournement concernant l'OTAN. Aux bonzes de cette organisation, on s'en souviendra, Poutine avait indiqué qu'on pourrait envisager l'intégration de la Russie. Deux jours plus tard, il s'empresse d'affirmer qu'il n'en était plus question, qu'il ne supporterait jamais que des forces de l'OTAN fréquentent de trop près les frontières de la maison Russie.

Au vu de ses actes comme de ses paroles, on est en droit de se demander comment il se fait que Poutine soit perçu comme un mystère. Car, de mystère, il n'y a point. À l'instar des précédents locataires du Kremlin, Poutine s'est rapidement coulé dans le costume du pouvoir personnalisé, du pouvoir unique, du pouvoir sans partage. L'homme que les Russes vont élire est un autocrate comme l'était son prédécesseur et bien d'autres avant eux.

Taillée sur mesure pour Eltsine, la Constitution se résume ni plus ni moins qu'à faire du président le rentier de la Russie. Poutine dispose de pouvoirs sans commune mesure en Occident. C'est lui qui détermine les grandes lignes de la politique intérieure et dirige la politique extérieure du pays. Il est commandant en chef des armées. Il nomme le chef du gouvernement, et si la Douma, le Parlement, rejette à trois reprises la candidature du premier ministre, le président peut la dissoudre. Il peut édicter à qui mieux mieux des décrets et résolutions. Il dirige le Conseil de sécurité et peut organiser tous les référendums qu'il veut, nommer qui il veut, là où il le veut, etc. Dans un tel contexte, un tel semblant de démocratie, on ne s'étonnera pas d'apprendre que l'administration présidentielle emploie davantage de personnel que... le gouvernement!

Rien en tout cas n'est moins mystérieux que ce personnage qui, depuis sa nomination, a affiché une forte inclination pour la chose militaire. On le sait peu, trop peu, mais six des onze décrets qu'il a imposés depuis le début de janvier révèlent un net retour au renforcement des armées russes. Qu'on y songe, le ministère des Finances a ordonné une augmentation de 50 % des budgets de la Défense. Pire, un décret, en fait le deuxième décret que Poutine a imposé, a aboli la clause dite du refus de la première frappe nucléaire par laquelle la Russie s'engageait à ne jamais appuyer sur le bouton avant l'adversaire.

Vladimir Poutine n'est pas un mystère, il est le président de la «revanche nationale».

struffaut@ledevoir.ca

Le peuple «fictif»

Les Cris de la Baie-James ont des droits reconnus autant par la Constitution canadienne que par l'Assemblée nationale du Québec que par différents documents internationaux. Mais cela ne leur confère pas celui de parler du peuple québécois comme s'il n'existait pas.

Avant-hier, à l'Assemblée nationale, le grand chef des Cris, Ted Moses, est allé dire que le projet de loi n° 99 sur l'exercice des droits du peuple québécois et de l'État du Québec «invente, à l'échelle de la province, un seul peuple québécois fictif».

Il a ajouté que «le titulaire déclaré du droit à l'autodétermination, c'est-à-dire un seul peuple au Québec, n'existe pas».

On comprend bien que les Cris ont voulu dire qu'il existe sur le territoire du Québec d'autres peuples, notamment le peuple cri qui revendique son droit à l'autodétermination. Mais est-il nécessaire pour affirmer son propre droit de nier l'existence du droit des autres?

Si nous écrivions ici que le peuple cri est fictif parce que, par exemple, il y a des représentants d'autres peuples qui partagent l'usage du même territoire dans le Grand Nord québécois, nous serions probablement brûlés en effigie devant le siège social des Nations unies à New York.

Le peuple québécois existe. La preuve en est que les Québécois ont en grande majorité le sentiment de former ce peuple, selon les sondages. Ils ne prétendent pas former le seul peuple vivant sur le territoire du Québec. Majoritairement, ils reconnaissent l'existence des peuples ou des nations autochtones et leur droit à l'autodétermination. Il revient à chaque individu de décider pour lui-même à quel peuple il appartient.

La prétention de M. Moses, c'est que le projet de loi n° 99 inclut le peuple cri dans la définition du peuple québécois. Or non seulement le projet de loi n° 99 ne contient aucune disposition ayant cet effet, il mentionne à deux reprises distinctement le respect des droits des nations autochtones.

En 1991, le chef de l'Assemblée des Premières Nations, Ovide Mercredi, avait entonné le même refrain. Arrive un moment où la négation de notre existence collective finit par irriter souverainement. C'est comme lorsqu'un ambassadeur canadien déclare que la culture québécoise n'existe pas.

Ceci ne dispose ni du projet de loi n° 99, sur lequel nous reviendrons, ni des débats sur les droits territoriaux. Mais pour que le dialogue se poursuive de manière constructive, un peu de respect serait de mise envers nous, comme les Cris exigent le respect envers eux-mêmes.

mvenne@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ



L E T T R E S

Payer un Grand Montréal

La ministre Harel soutient que la population réclame des actions concrètes pour relancer la grande région de Montréal. Désireuse de satisfaire ces prétendues attentes populaires, elle nous a proposé un plan qui rélègue le citoyen des deuxièmes et troisièmes couronnes au simple rang de contribuable sans droit de regard. Selon la réforme qu'elle a l'intention de faire adopter en toute hâte par son gouvernement, le principal apport des contribuables des couronnes nord et sud au développement de la région montréalaise sera essentiellement de nature financière. Par nos quote-parts régionales, il faut lire par le détournement de nos taxes, nous financerons des équipements régionaux dont la gestion continuera cependant à nous échapper complètement.

Il faudra payer et se taire, voilà qui est particulièrement insultant, d'autant plus que la Rive-Nord pourrait très bien contribuer, autrement que par ses deniers, au dynamisme de la région métropolitaine. J'habite Mirabel, qui devait, un jour, devenir un des fers de lance du développement de la grande région métropolitaine. On connaît la suite de l'histoire: les promesses de prolongement de l'autoroute 13 sont restées lettre morte et on a concentré, il y a quelques années, le transport des personnes à l'aéroport de Dorval. L'aéroport de Mirabel est en voie de mériter pleinement le titre d'éléphant blanc que les plus pessimistes lui accolaient peu de temps après sa construction.

J'espère que les discussions des prochains mois permettront de mettre en lumière les dangers véritables de la réforme proposée par la ministre Harel. D'une part, elle souhaite limiter la concurrence dans la région métropolitaine et mettra en place des conditions objec-

tives qui favoriseront Montréal au détriment des deuxièmes couronnes. D'autre part, elle estime que ces deuxièmes couronnes doivent payer pour certains équipements régionaux montréalais. Comment la ministre peut-elle penser que les deuxièmes couronnes, qu'elle se propose d'appauvrir et d'affaiblir, pourront indéfiniment renflouer les coffres de Montréal?

Voilà la question que je lui pose.

Patrice Doray
Mirabel, 16 mars 2000

Clarté et équité

Les évaluations des baisses d'impôts contenues dans les budgets fédéral et provincial, rendues publiques dans les journaux, ne sont pas réelles pour les travailleurs. Elles ne tiennent pas compte des augmentations de cotisations au Régime des rentes du Québec. Or ces augmentations constituent un impôt déguisé.

Pendant une trentaine d'années, les taux de cotisation au Régime des rentes ont été sous-évalués. Pour financer les rentes des personnes d'âge moyen ou plus âgées à des niveaux pour lesquels ces personnes n'ont pas payé leur quote-part, les jeunes travailleurs, les moins de 40 ans environ, paieront, au cours de leur vie, beaucoup plus de cotisations que leurs aînés. L'écart entre ce qu'ils paieront et ce qu'ils paieraient s'ils pouvaient participer à un régime de rentes distinct pour les moins de 40 ans est un impôt déguisé.

La clarté et l'équité pourraient être assurées de deux façons, soit en modifiant la méthode de calcul de la rente pour qu'elle soit établie plus directement en fonction des cotisations perçues. Ou encore en maintenant les rentes au niveau actuel et en fixant le taux de cotisation à un niveau équitable pour les jeunes.

Cela est particulièrement important pour les travailleurs autonomes. L'écart entre ce taux équitable de cotisation et le taux actuel (7,8 %) ou futur (9,9 %) en 2003) serait comblé par l'impôt sur le revenu qui s'applique sur l'ensemble des revenus de façon progressive et non pas seulement sur celui des travailleurs. Le choix de l'État de faire verser des rentes à des retraités à des niveaux pour lesquels ceux-ci n'ont pas versé leur quote-part à la Régie des rentes devrait être appuyé par un financement équitable.

Le Régime des rentes du Québec, dans son fonctionnement actuel, développe une iniquité entre les générations.

François Beaulé
Montréal, 16 mars 2000

À propos des impôts

Le Canada est un pays de seulement 30 millions d'habitants qui se prend pour une grande puissance, ce qui permet à notre premier ministre de se vanter parmi les grands de ce monde et à nos ambassadeurs de jouer les personnalités importantes. Mais qu'est-ce que cela nous donne à nous, les petits, les obscurs, les sans-grade? Rien. Que de se faire étrangler par des taxes et des impôts excessifs. Avons-nous les moyens que nos soldats soient en mission de paix partout où c'est nécessaire? Cela dénote bien sûr une grande générosité mais nous coûte par contre très cher. Pour ma part, je préférerais vivre dans un pays à l'ego plus modeste mais où la vie nous serait, financièrement, plus facile. Charité bien ordonnée commence par soi-même.

Raymond Lévesque
Longueuil, mars 2000

REVUE DE PRESSE

La fable de LaFontaine-Baldwin

ANTOINE ROBITAILLE

Grand discours de John Saul, «le philosophe le plus en vue au Canada», jeudi à Toronto. Traitement royal de la part des médias du ROC. Le *National Post* annonçait la chose dès le 6 mars: «M. Saul et le Dominion Institute, un organisme national ayant pour mission de faire connaître et d'expliquer l'histoire canadienne», organiseront conjointement une conférence publique annuelle sur des questions historiques. La première sera prononcée par «le mari de la gouverneure générale». «Pour comprendre nos devoirs comme citoyens, il nous faut connaître notre histoire. C'est même un avantage sur le marché du travail», avait déclaré Saul.

Le jour de l'événement, jeudi, le *Globe and Mail*, se sentant sans doute en reste, a publié un texte signé par celle qui, le soir, présentait John Saul et animait la discussion après la conférence. Discussion à laquelle a participé le cinéaste, auteur, documentariste et romancier québécois Jacques Godbout. Le *Globe* annonçait de plus qu'il publierait, le lendemain, le texte entier de M. Saul. Hier matin donc, en une du *Globe*, le bandeau du haut de la page frontispice arborait une photo du philosophe joutée de deux titres: «Sa vision pour le Canada». Et, en gros: «Un appel aux armes».

À l'intérieur du *Globe*, deux pages entières. Douze colonnes. Trois photos: deux, minuscules, de LaFontaine et Baldwin, politiciens du XIX^e siècle représentant selon Saul la quintessence de la «trajectoire» canadienne, c'est-à-dire un dur travail de coopération entre francophones et anglophones pour l'édification d'une société juste et démocratique. Page de droite, énorme photo de John Saul, adoptant, comme souvent, un air faussement triste, sourcils en forme d'accent circonflexe. En arrière-plan, une ruelle torontoise illustrant une partie du propos: «Ce soir, dans cette ville, il y a de 4000 à 5000 sans-abri, dont 1000 enfants.» La fracture sociale

s'aggrave au Canada, s'inquiète Saul, reprenant ici son discours contre le «corporatisme», pour les ONG, contre le remplacement des programmes sociaux par une charité «bourgeoise».

Il existe «plusieurs modèles de mondialisation», poursuit-il. Or celui qui se développe actuellement «ressemble au modèle du XIX^e siècle»: il prétend incarner «la victoire du marché mais engendre des monopoles et des oligopoles. Tous les secteurs de l'économie, les uns après les autres, succombent à cette logique».

Contrairement à ce que déclarent nombre de «nouveaux idéologues», soutient Saul, ce phénomène de mondialisation «n'est pas inévitable». Pour lutter contre ce dernier, il faut passer par une réhabilitation de l'État-nation. «C'est vraiment curieux», écrit Saul, je remarque que les gens qui parlent avec triomphalisme de la victoire de la démocratie sur les diverses idéologies de notre siècle sont les mêmes qui prétendent que l'État-nation est mort, vidé de sa substance, etc. Le problème est le suivant: la démocratie a été complètement forgée au sein même des structures de l'État-nation.»

Bref, il faut que les réformistes reprennent confiance en la capacité de l'État-nation, donc de la démocratie, de construire des sociétés justes. L'enjeu est clair: on doit se «réapproprier le Canada». Et pour ce faire, nous avons besoin de prendre conscience du véritable moment fondateur de ce pays: non pas 1867 mais 1848. Non pas le tandem Cartier-Macdonald mais les frères siamois LaFontaine et Baldwin.

Ces deux réformateurs ne voulaient pas seulement la démocratie. «Ils avaient un projet de société», écrit Saul en français. Selon le philosophe, les «nouveaux» pères fondateurs seraient tout simplement horrifiés, par exemple, par le nombre actuel de sans-abri au Canada.

Saul ne tarit pas d'éloges pour LaFontaine et Baldwin. L'adresse du premier à ses électeurs de Terrebonne est qualifiée par Saul de «document fon-

damental du Canada moderne» puisqu'elle constitue une profession de foi anti-élitiste. Dans un même esprit, note Saul, Baldwin a enlevé «l'éducation supérieure des mains des élites coloniales» (il est curieux de lire cela de la plume même du prince consort). En somme, c'est LaFontaine et Baldwin qui ont posé les jalons d'un «système scolaire public et universel au Canada». Ces deux hommes politiques «ont clarifié la direction de notre trajectoire», conclut Saul.

Bref, ce fut une époque formidable. Tellement que Saul se croit obligé de préciser qu'au XIX^e siècle, il y a tout de même eu des «échecs», des «injustices», des «trahisons», de l'«hypocrisie». «Après tout, ce que je décris ici, c'est une société réelle, pas une publicité nationaliste.» Autrement dit, ceci n'est pas une Minute du Patrimoine.

Bien que, parfois, on dirait que c'est Magritte qui parle... Parlant par exemple de l'incendie du parlement de Montréal, Saul affirme que ce «fut un de nos plus grands succès — ou, plutôt, la façon dont cet acte violent a été géré fut un grand succès». Londres exigeait une réponse musclée avec salves de fusils dans la foule afin de rétablir l'ordre. Saul affirme qu'il n'en fut rien.

Ce qui l'amène à faire ce commentaire général sur le Canada: «Après 133 années de cette expérience inhabituelle, moins de 100 citoyens ont été tués lors de schauds politiques, et la plupart l'ont été à Bastogne en un seul jour. [...] Cela constitue pratiquement un miracle si l'on compare avec n'importe quelle démocratie occidentale.» Les principes du Canada, en somme? «Modération, inclusion et légitimité fondée sur la citoyenneté.»

Le *Post* couvrait aussi l'événement hier, citant de longs extraits du discours. Centrant son compte rendu sur la défense par Saul des programmes sociaux canadiens, le *Post* résumait le propos du philosophe en une manchette presque ironique: «Saul déclare que les programmes sociaux doivent devenir moins coûteux et plus efficaces».

IDÉES

RUSSIE

La victoire d'abord, le programme ensuite

Chaire Téléglobe Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques

PIERRE JOLICŒUR

Adjoint au directeur du Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité

Les jeux sont faits, plus personne ne doute que Vladimir Poutine, président intérimaire et dauphin de l'ancien président Boris Eltsine, sera le prochain président élu de la Fédération de Russie. Il n'y a aucune solution alternative réelle à Poutine dans ces élections qui s'apparentent à un transfert de pouvoir. Poutine arrive au pouvoir sur une vague de sympathie tous azimuts: pour les uns, il est un homme mis en place pour redorer le blason d'une équipe politique en désarroi; pour les autres, il est le liquidateur des problèmes de sécurité, de stabilité et d'ordre constitutionnel de la fédération. Après la victoire électorale de son parti à la Douma en décembre dernier, Poutine s'apprête à faire un doublé demain. Cependant, ce à quoi doivent s'attendre la population russe et la communauté internationale au lendemain des élections présidentielles russes demeure incertain.

Le phénomène Poutine repose sur une combinaison de facteurs au premier chef desquels figure la restauration d'une fierté nationale après l'ère Eltsine, lui-même devenu le synonyme du chaos qui ébranle le pays. Les gens voteront pour Poutine parce qu'il inspire confiance. Le style de Poutine — jeune, vif d'esprit et quelque peu taciturne — plaît aux Russes car il diffère radicalement de celui de l'ancien président — vieux, malade et un peu bouffon — même s'il représente la continuité politique de l'héritage Eltsine, étant lui-même issu de l'entourage de ce dernier.

Une guerre en guise de programme électoral

Poutine, qui se donne l'image d'un bon gestionnaire sachant prendre les choses en main, s'apprête à se faire élire président sans même avoir conçu de plateforme électorale détaillée. Le groupe d'analystes de haut niveau chargé par Poutine de développer un programme ne dévoilera les résultats de son travail qu'après les élections. Pour l'instant, seule sa politique dure envers la Tchétchénie peut témoigner de ses capacités de leader. Le déclenchement de la guerre contre la Tchétchénie a en effet été le premier geste que Poutine a fait après avoir été nommé premier ministre russe en août dernier. Cette guerre, officiellement une «opération antiterroriste», reste populaire au sein de l'électorat russe, même si le nombre de victimes russes a considérablement augmenté au cours des dernières semaines. Ceci tient en grande partie au rôle des médias russes qui, contrairement au rôle qu'ils ont joué lors de la première édition du conflit en 1994-96, ont été peu critiques envers la seconde. Soutenant la politique gouvernementale, ils sont en quelque sorte devenus les porte-parole de la ligne officielle, au point où certains analystes parlent de «soviétisation de la presse russe». Poutine est personnellement intervenu pour restreindre la couverture médiatique du conflit, tant par les journalistes étrangers que par les journalistes russes.

La majorité des députés du nouveau Parlement, élu en décembre dernier, appuie largement Poutine. Avec une Douma loyale, la position politique de Poutine aura des assises plus solides que celle que détenait Eltsine qui, au moment de sa présidence, devait conjuguer avec une Douma hostile, dominée par les communistes et les nationalistes.

Réformateur pragmatique

En politique étrangère, Poutine est décrit comme un réformateur pragmatique qui veut revigorer les relations de la Russie avec l'Occident. C'est du moins la perception qui se dégage des récents voyages de la secrétaire d'État américaine, Madeleine Albright, et du premier ministre britannique, Tony Blair, à Moscou. Loin de vouloir se plier au diktat occidental comme son prédécesseur — Eltsine, lui aussi perçu comme un réformateur pragmatique, avait été incapable d'empêcher l'élargissement de l'OTAN ou les frappes aériennes au Kosovo —, Poutine semble toutefois beaucoup plus systématique et mieux organisé que son prédécesseur. Il défendra avec vigueur ce qu'il perçoit être les intérêts de la Russie. Poutine est plus sensible aux questions économiques et cherchera à renforcer les relations économiques extérieures. Dans une lettre ouverte dans un quotidien russe du mois dernier, Poutine a affirmé que les priorités de politique étrangère doivent être dictées par le besoin de reconstruire l'économie russe, toujours chancelante.



Jean Lesage en campagne avec des jeunes, au tout début des années soixante.

ARCHIVES LE DEVOIR

La révolution inachevée

JEAN-PHILIPPE WARREN

L'auteur enseigne à l'Université de Moncton, au campus d'Edmunston. Il a publié un livre intitulé *Un supplément d'âme, consacré à l'œuvre de Fernand Dumont*. Il prépare une thèse de doctorat sur la tradition sociologique québécoise.

Sous peine de s'égarer et de confondre les époques, il faut restreindre le terme de Révolution tranquille à une période relativement courte de l'histoire du Québec, dont la clôture me semble aussi décisive que ses commencements ont pu le paraître aux yeux des intellectuels d'après-guerre. De 1960 à 1990, trente ans de la vie d'une société se sont écoulés, trente ans que le terme de Révolution tranquille ne peut à mes yeux enclorre. Quant à moi, celle-ci désignerait exclusivement une période débutant en 1960 et se terminant au tournant des années 1970, à laquelle succéderait une période, dont nous sommes encore, qui profiterait de la lancée critique et réformatrice de la première pour l'orienter dans une direction largement étrangère à ses finalités explicites.

L'échec de la Révolution tranquille

Ce découpage de l'histoire de la société québécoise apparaît particulièrement pertinent à la lecture des textes des supposés pères fondateurs de la Révolution tranquille. Plusieurs d'entre eux, non des moindres, près de vingt-cinq ans après l'enclenchement des principales réformes, ne cachèrent pas leur profonde insatisfaction face à la tournure des événements, comme si la révolution dont ils furent naguère les ardens promoteurs avait été déjetée et que le train des réformes avait pris soudain une voie d'évitement.

Dès le début de la décennie 1970, dans l'esprit des acteurs engagés de l'après-guerre, il est clair que le temps de la Révolution tranquille est terminé, celle-ci ayant cédé à une logique nouvelle échappant à leur idéal par sa nature profonde. En vérité, tel n'est-il pas le cas? Entre l'idéal et le fait, la distance n'est-elle pas quasiment infinie? D'aucuns avouèrent en effet qu'il y a peu de liens entre le rapport Parent, par exemple, et les cégèpes tels qu'ils sont devenus. Entre l'idéal de charité qui animait Georges-Henri Lévesque et les chèques de BS. Entre la prise de parole des années 1960 et *Jeannette veut savoir*. Entre les utopies autogestionnaires et les programmes d'aide aux entreprises. Entre le rêve romantique d'un pays et les querelles bureaucratiques du gouvernement Bouchard avec le gouvernement fédéral. Entre la démocratisation de la culture et l'envahissement de la culture de masse. Des intellectuels qui, tels Jacques Godbout, continuèrent de s'illusionner sur la «réussite extraordinaire» de la Révolution tranquille me semblent tenir un discours naïf et historiquement un peu ridicule.

Les baby-boomers

On ne répètera jamais assez que les baby-boomers n'ont pas fait la Révolution tranquille, qu'ils n'y ont pris à peu près aucune part, qu'ils vinrent bien après que fut amorcé le cycle des réformes. Les premiers naissent en 1942, ils ont vingt-cinq ans en 1967.

Une image se dégage imperceptiblement de la lecture du beau livre de François Ricard, *La Génération lyrique*, consacré à l'esprit des baby-boomers, celui d'une génération infatuée, repliée tout entière sur ses désirs et ses besoins, désespérément vide de tout projet. On croirait à peine le portrait ainsi brossé s'il ne l'était par un de ses plus illustres représentants, tellement les tons paraissent noirs et le sujet pathétique, pitoyable. Souvent reviennent sous la plume de l'auteur les adjectifs «juvé-



«nile», «adolescent», «cadet», les baby-boomers restant à ses yeux des bébés, des enfants dont la mère ne serait nulle autre que le groupe lui-même, enveloppant, accueillant, chaleureux. C'est de narcissisme qu'il s'agit, et du narcissisme le plus primaire, car l'individu, à travers le groupe auquel il appartient, tend ici à se prendre pour le monde entier: quand il se sustente, il croit contenter le monde. C'est sans doute cet aspect qui a choqué, et sinon provoqué la plus grande déception dans l'esprit des acteurs engagés de l'après-guerre. Avec les baby-boomers, la communauté était devenue la classe moyenne, les jeunes des étudiants des cégèpes, les mouvements sociaux des corporations, les grévistes des professeurs d'université, etc.

La génération militante d'après-guerre n'était pas au bout de ses déceptions. Car au narcissisme de la génération des baby-boomers répond, d'autre part, un État technocratique et cybernétique, pourvoyeur de besoins des différents groupes corporatistes qui lui réclament leur bien-être, pragmatique dans sa logique opératoire, instrumentale dans ses moyens d'action sur le réel. Un État qui se plie à une logique économique et fonctionnelle quand il aurait fallu épouser les cultures premières, tendre son action vers les aspirations sensibles au ras de la vie commune. Les notes, les rapports ainsi que les comités y remplacent en effet la voix des citoyens ordinaires. Avec les années 1970, l'État devient plus que jamais un appareil, avec les rouages anonymes et les paliers administratifs de n'importe quelle grande organisation industrielle, et les citoyens deviennent des bénéficiaires.

Une révolution éthique

Narcissisme, technocratie: je n'insiste pas sur ces deux aspects de la critique des avatars de la Révolution tranquille par les intellectuels engagés de l'après-guerre. Ces aspects, qui existaient déjà bien avant la fin des années 1960, prennent alors, pour des raisons exogènes ou endogènes à la génération des baby-boomers, une teinte inédite, une acuité qu'ils n'avaient pas auparavant. Cela leur vient, j'en fais l'hypothèse, d'une éthique nouvelle, différente par bien des facettes de l'éthique de la génération de l'après-guerre.

La Révolution tranquille est comprise en général par les historiens comme une révolution née de l'urbanisation et de l'industrialisation de la province de Québec. Il fallait rationaliser les cadres sociaux d'une société traditionaliste entrée désormais dans le monde moderne. Mais on peut et on doit analyser aussi les transformations dans le domaine de la culture, en particulier dans le domaine de l'éthique, si l'on veut saisir la nature profonde de la Révolution tranquille. Une révolution éthique accompagne et préfigure en effet jusqu'à un certain point les réformes des années 1960, éthique dont peuvent se réclamer des intellectuels aussi distants dans leur position sociale et politique que Dumont, Pelletier, Ryan, Vadeboncoeur, Dion, etc. Je ne peux m'étendre et en analyser les termes, mais je dois souligner que cette éthique, avec ces mots de pauvreté, de justice sociale et de transcendance, ne s'est pas transmise à la génération plus jeune, et que même on peut croire que l'éthique de la génération des baby-boomers n'entretient que peu de rapport avec celle des aînés. Bien que les baby-boomers ne se retrouvent pas tous dans la

description caricaturale que je viens d'en faire, bien qu'il ait existé alors, bien qu'il existera toujours des individus mus par des intentions charitables et nobles, l'éthique qui fut la leur n'a pas le souci du pauvre comme l'autre, elle n'a pas sa sollicitude, sa conviction engagée et son aspect collectif. Elle ne saura donc que faire de l'utopie sociale que lui légua en héritage la génération de l'après-guerre.

«Les gens de ma génération — beaucoup d'entre eux ont eu un coup de vieux depuis quelque temps — ont l'impression qu'ils sont au bout de leurs possibilités. Toutes les questions qu'ils ont soulevées, les problèmes qu'ils ont posés, n'ont pas été résolus, loin de là. Nombreux sont les échecs, au plan national, au plan constitutionnel, au plan économique, politique ou moral. Comment ont-ils usé eux-mêmes du processus démocratique dont le plein épanouissement était l'un de leurs rêves les plus chers? Certains d'entre eux vont même jusqu'à dire que leur plus grand échec, ce sont les enfants qu'ils ont eus.»

L'histoire comme projet

Je parle de dérive éthique. Qu'on ne cherche pas dans celle-ci le noeud d'un drame personnel de la génération plus jeune. Je ne pense pas que la jeune génération éprouve de malaise dans sa vie quotidienne ou souffre d'anomie. Je crois plutôt qu'elle s'émue d'une crise de sens des institutions transformées en organisations technocratiques et cybernétisées sur le modèle de la transition à la postmodernité décrite brillamment par Michel Freitag. Si décadence il y a, il me semble, cette décadence procède du désenchantement des institutions sociales, non pas d'une angoisse spirituelle personnelle. Pourquoi l'État-providence est-il devenu ce monstre froid, pourquoi les cégèpes sont-ils devenus des polyvalentes anonymes, pourquoi les syndicats sont-ils devenus des corporations bureaucratiques — telles peuvent être quelques-unes des questions qu'il faut désormais adresser à l'histoire. Car il n'y a pas de critique possible, ni mouvements sociaux ou engagement social, sans un sens qui nous dépasse.

Il s'agit en effet pour la jeune génération actuelle de se situer dans la continuité de la modernité québécoise alors qu'elle a grand peine parfois à se reconnaître dans la Révolution tranquille prise en bloc. Vue à travers l'utopie des années 1950-60, la Révolution tranquille n'est pas l'État bureaucratique tel qu'on le connaît, elle n'est pas la société de consommation actuelle, elle répond d'une logique qui n'est pas celle de l'adaptation et du système. Sans doute la Révolution a-t-elle permis tout cela, sans doute fut-elle, dans ses hésitations, ses paradoxes aussi bien que ses chimères, la cause de sa débâcle. Pourtant, on ne peut la confondre avec ce qu'il en est advenu sans perdre de vue les mutations de l'utopie qui tend les sociétés et l'éthique qui anime les individus. Relire la Révolution tranquille dans la rupture qui l'interrompt en 1970, c'est saisir l'histoire de manière à continuer les luttes inachevées et reprendre les exigences de justice. Cette façon d'entrevoir la place de l'homme dans le présent en le faisant revenir sur le passé d'où il est issu ne saurait être nostalgique qu'aux yeux de ceux qui augurent l'histoire avec leur naissance. «Toute évocation favorable du passé est systématiquement accueillie, aujourd'hui [par les baby-boomers], par un ricanement de rigueur qui fait appel aux préjugés d'une société d'autant plus pseudo-progrès-siste qu'elle veut justifier le statu quo.» Tentons malgré tout de refaire d'un certain passé parlant de charité et de justice l'inlassable exigence de notre avenir.

1. Léon Dion, *Sommet de la jeunesse du Québec*, cité par Ambroise Lafortune, *Sur les chemins d'Ambroise*, Montréal, Leméac, 1983, p. 340.
2. Christophe Lasch, *Le Complexe de Narcisse. La nouvelle sensibilité américaine*, Paris, Éditions Robert Laffont, 1981, p. 13

Jean
Larose
♦ ♦ ♦

Rire pour ne rien dire

C'était l'usage, en arrivant à l'usine, de seigner la poche. Un poilu ventripotent, dont la démarche roulante et la grossièreté conviale imposaient l'authenticité, saluait un camarade en lui prenant, devant tout le monde, les parties à pleine main: «Pis, comment qu'a va à matin?» Rires gras de la bande, accès jaculatoires de glaviots matutinaux. C'était évidemment juste pour rire; non seulement l'homme à poigne n'était pas un fif, mais au contraire, qu'il en rit, et que les autres avec lui rissent à se taper le cul au plafond, fournissait la preuve de sa virilité. Un présumé vrai homosexuel, légendaire, résigné, qui travaillait au service de l'entretien, subissait depuis vingt ans les blagues du meilleur goût sur les tapettes à mouches et les suceux de manche à balai. Je me taisais, en lâche, j'avais hâte que l'été finisse pour retourner à mes études de lettres.

La blague gay marche avec la raciste, l'antisémite, la misogyne, mais elle en dit plus long sur le blagueur. Son contenu sexuel révèle le rapport de domination sadique qui s'installe sous prétexte de plaisanterie. «Juste pour rire» peut tromper le farceur, il ne trompe pas sa victime, qui reconnaît dans le rire dont elle est l'objet la marque du plaisir qu'on éprouve à voir souffrir son prochain. Quand le prochain forme un groupe, ce sadisme instaure un rapport politique.

Les féministes devraient en mêler: l'humour antigay n'est pas seulement bas comme l'herbe (dirait Saint-Simon), il prouve qu'en dépit de tous les efforts de reformatage culturel et pédagogique du mâle, le refoulement de l'homosexualité est toujours la forme dominante, c'est le cas de le dire, de l'hétérosexualité. Pour comprendre la vraie nature de cet esprit de botine, il faut donc inverser les significations apparentes: au sens propre des mots, cette hétérosexualité-là est une homosexualité puisque c'est justement la différence, l'hétéro, l'autre, qui fait rire comme un âne, à pleines dents, entre pareils, homo.

Un exilé de la culture

Le récent rapport du Conseil supérieur de l'éducation sur les difficultés des garçons à l'école notait que «la construction de leur identité masculine s'effectue principalement en réaction aux éléments de la culture ambiante qui ont été identifiés comme féminins». Parmi ces éléments féminins, il y aurait justement la culture savante et la vie intellectuelle comme expérience de ce qui est différent et qui appelle le respect.

Le dictionnaire Bergeron de la langue québécoise ne donnait-il pas «étudiant en lettres» comme synonyme d'homosexuel? L'humoriste graveleux qui fait rire aux dépens des gays n'est pas qu'un homosexuel refoulé ou une fillette secrètement malheureuse dans un corps de mec, c'est aussi un exilé volontaire de la culture. Le mépris de l'héritage culturel lui sert à refouler sa mauvaise conscience de vivre en exploitant l'ordure. Voilà pourquoi il se réclame platement de la liberté de parole, dernière idée noble de son vocabulaire. La contre-culture dévoyée en droit de tout dire se présente toujours comme une dénonciation courageuse du mensonge social. L'humoriste à fumier étant un québécois qui s'assume, une fois qu'il a pris l'habitude de se mépriser, il s'estime promu au rang de représentant du peuple. Ou du «vrai monde», appellation démagogique du peuple. La pesanteur, l'arriération, l'hétéroclite, l'ignorance, voilà qui répond au vrai désir du vrai monde, tout le reste est littérature! Un producteur de télévision accuse ainsi son accusateur, Daniel Pinard, de ne rechercher lui-même, «au fond», qu'une bonne publicité pour sa propre émission. Celui qui le dit c'est lui qui l'est! À peine s'agit-il d'un reproche, d'ailleurs, juste un «voilà donc, au fond, t'es aussi pire que nous autres, on devrait se comprendre. Au moins, moi, j'ai le courage d'avouer que ça me fait pas un pli sur la différence d'être nul; je suis fier de ma nullité géniale, triomphante et lucrative». À ce fin connaisseur de la nature humaine et du courage civique, on n'en fera pas accroire sur les vrais motifs des justiciers du respect!

Reste la barbarie

Quiconque invoque la culture pour critiquer la vulgarité des médias se fait accuser soit de mépriser le peuple, soit de cacher des ambitions mesquines (à moi qui réclameais, pour motif d'incompétence avérée et sans remède, la fermeture des facultés universitaires de sciences de l'éducation, on a répondu: «Au fond, vous voulez juste nos salaires à nous qui défendons les pauvres!»); il serait tentant de développer ici ce qui réunit nos pédagogues et nos humoristes les plus fangeux dans l'insignifiance spirituelle, le mépris démagogique de la culture, la peur de la différence sexuelle).

Reste donc seulement la barbarie, dont on reproche toujours à la culture de n'être que le masque. Selon Adorno, «parler de façon directe, sans détours ni hésitations, en jetant à la figure d'autrui ce qu'on a à lui dire sans y réfléchir, c'est déjà adopter la forme et le ton des ordres péremptifs qui, sous le fascisme, sont transmis par ceux qui ne peuvent pas parler à ceux qui doivent s'exécuter en silence». Exagéré de parler de fascisme? Le féminisme nous a appris que les rapports sexuels sont aussi des rapports politiques. Tout coïncide ici: l'humoriste sadique parle pour ne rien dire, comme il fait le salaud juste pour rire, en écerveillé professionnel qui se retranche derrière l'autorité du peuple souverain, lequel à son tour rit pour ne rien dire.

<http://www.magipolymtl.ca/bourdeau/jlarose/>

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (vie urbaine), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Judith Lachapelle, Louise Leduc, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Benoît Munger (responsable du site Web), Brian Mylles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Dulos et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographies); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Clément Trudel (musique); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Hélène Baril, Claude Lévesque, François Normand, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Pierre O'Neill, Hélène Buzetti, Manon Corneille (correspondants parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec); Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Julie Tremblay, Marie-Claude Petit (commis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derron, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Martine Dubé (directrice), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marlène Côté, Anouk Hurlbut, Manon Bouchard, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland, Richard Saint-Hilaire (publicitaires), Léopold Ste Marie (directeur adjoint) Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Joanne Brunet, Danielle Cantara, Sébastien Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Sébastien Vallée, Olivier Zaida. PROMOTION ET TRAPAGE Martine Aubin (directrice), Johanne Brien (responsable à la clientèle), Hélène Gervais, Évelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (secrétaire administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

L'horaire détaillé de la
Chaîne culturelle
aujourd'hui, en page 8 de
L'Agenda du Devoir

GLORIFICATION

SUITE DE LA PAGE 1

Révolution tranquille l'ont toujours présentée comme une cassure avec une société totalitaire, pratiquement moyenneuse, et l'ont justifiée ainsi. Quand vous voulez tout changer, il faut trouver des raisons de le faire! Mais le grand discours de l'entrée du Québec dans la modernité apparaît aujourd'hui surfait. Il dira même qu'il est «sociologiquement faux».

En effet, demande M. Gagné, si tout a vraiment changé du jour au lendemain en 1960, d'où sont sortis les modernisateurs? Comment le «moyen âge» obscur aurait-il pu préparer une relève aussi efficace? N'a-t-on pas noirci l'avant pour mieux glorifier l'après», comme le suggère Gilles Paquet?

De là à tirer un trait sur l'ensemble de la période, bref d'«enterrer» la Révolution tranquille, il y a un énorme pas, que plusieurs refusent de franchir. «On assiste à des tentatives de relecture de la Révolution tranquille, et certaines sont plus heureuses que d'autres», dit Alain G. Gagnon, politologue à l'université McGill. «Il y a des condamnations sans retour de la période qui manquent un peu de profondeur dans l'analyse. La volonté de redistribution, la recherche d'une société plus juste, le keynésianisme, on ne peut pas faire semblant que ça n'a pas existé. La Révolution tranquille a apporté des choses extraordinairement importantes.»

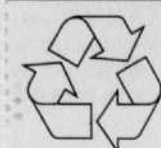
Pour M. Gagnon, s'il est permis de se demander si la Révolution tranquille a atteint tous ses objectifs — et c'est d'ailleurs la base d'un autre débat: quels étaient ces objectifs? —, «s'en départir comme point de repère n'est pas sans conséquences»: si on l'évacue, on évacue nécessairement l'idée d'une grande noirceur qui aurait précédé, et on se retrouve devant un vide analytique.

Par ailleurs, comme «c'est l'affaire de chaque génération de se situer», ainsi que le souligne Gilles Gagné, on ne s'intéresse pas seulement au passé de la Révolution tranquille mais aussi à ses effets actuels... et futurs. La transformation de la société québécoise à travers l'accroissement considérable de la place de l'État n'a-t-elle, en définitive, profité qu'aux baby-boomers en laissant la génération suivante sur le bas-côté (en notant tout de même que ce ne sont pas les baby-boomers qui ont fait la Révolution tranquille mais leurs parents)? A-t-elle, comme l'affirme Gilles Paquet, «jeté le bébé avec l'eau du bain» et, ayant confié à l'État plus qu'il ne pouvait en prendre, forcé-elle aujourd'hui à rebâtir certains réseaux de solidarité qui existaient avant elle? Quelques décennies plus tard, les réformes de l'éducation et de la santé sont-elles des succès ou des échecs? Faut-il, comme on a été très tenté de le faire dans les années 80, se tourner résolument vers le secteur privé pour assurer la croissance économique? Et l'indépendance du Québec demeure-t-elle un prolongement logique de la Révolution tranquille?

Cet aperçu est forcément incomplet. Mais ces questions seront au cœur du débat qui s'amorce jeudi à l'UQAM et qui, à compter d'aujourd'hui, se déroule dans les pages du *Devoir*. Quarante ans plus tard, le livre d'histoire est rouvert.

Précision

Dans un texte paru hier, intitulé «Feeling comfortable», nous avons par erreur indiqué que la population anglophone de langue maternelle a diminué de 222 000 personnes au Québec de 1971 à 1991. Ce nombre ne correspond pas à la baisse du nombre d'anglophones mais au solde migratoire interprovincial des anglophones pour la même période. Pendant ces vingt années, la population anglophone de langue maternelle a baissé de 122 000 personnes.



S.V.P. Assurez-vous
de recycler ce papier
journal.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par groupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0688. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

ÉNIGME

SUITE DE LA PAGE 1

— ou se voulant tel — à ceux qu'il courtise, il promet tout sans que l'on sache comment il tiendra ses promesses. Et on le croit. Pour l'Occident, il est l'un des leaders les plus énigmatiques de la planète.

Si l'on regarde son passé, on note quatre constantes: l'ambition, le pragmatisme ou l'opportunisme, la loyauté au chef, enfin le goût de l'ombre. A chaque époque, Poutine se trouve du bon côté du manche. Sous le communisme, il est un maillon essentiel: officier du KGB. Durant la pérestroïka, il est l'adjoint du maire de Saint-Petersbourg, Anatoli Sobtchak, l'une des grandes figures des changements démocratiques. Enfin, sous l'ère Eltsine, il sert la «famille» (le clan présidentiel) qui l'apprécie tellement qu'elle en fait le dauphin officiel.

Un programme flou

Mais, jusqu'ici, Poutine était surtout un exécutant. Élu pour quatre ans à la tête du plus grand pays du monde, qui reste l'une des principales puissances nucléaires, quel président sera-t-il? Le candidat n'a pas de programme clair. Ses déclarations sur l'économie sont restées floues, mêlant l'attachement aux réformes et la promesse d'un État fort. Ses professions de foi démocratiques et ses dénégations sur une dictature à venir n'ont pas convaincu les défenseurs des droits de l'homme, alarmés par plusieurs «affaires» visant notamment les médias.

En fait, depuis sa nomination au poste de premier ministre en août 1999, Poutine, devenu président intérimaire après la démission-surprise de Boris Eltsine le 31 décembre 1999, n'a guère pris qu'une initiative politique: la guerre en Tchétchénie. Un sinistre début de règne mais aussi la «chance» de sa vie. Poutine doit tout à l'opération tchétchène: inconnu lors de sa nomination, il a vu sa popularité s'envoler de façon vertigineuse au fil de l'offensive lancée le 1er octobre dernier.

On a cru d'abord le phénomène éphémère. Or les cercueils sont rentrés et l'opinion n'a pas bronché. Car l'engagement dépasse le facteur tchétchène. Jeune et dynamique, Poutine est l'antithèse d'Eltsine, vieux président malade, détesté à la fin de son règne pour tous les espoirs déçus. Loin des bafouillages et des longs silences où Eltsine perdait le fil de sa pensée, il emploie des phrases courtes. Le ton est sec, haché, l'air concentré, souvent combatif. Il donne une impression d'homme d'action. En Tchétchénie, il a fait ce qu'il a dû.

«Poutine est un miroir qui renvoie à chacun l'image qu'il veut voir», explique le sociologue Iouri Levada. Avec ce visage impassible parfois éclairé de lueurs ironiques, Poutine n'est pas un acteur-né comme son mentor Eltsine. Mais plutôt un caméléon qui, grâce à sa personnalité palichonne, peut se glisser sans effort dans n'importe quelle peau. Ou peut-être a-t-il acquis ce talent lors de sa formation d'espion.

«On peut me considérer comme un pur produit de l'éducation soviétique», reconnaît-il dans son livre. Et il dit vrai. Vladimir Vladimirovitch Poutine naît le 7 octobre 1952 à Saint-Petersbourg — alors Leningrad — dans une famille ouvrière où l'on ne s'épanche guère. Le père, sévère et autoritaire, est secrétaire du PC de l'atelier de son usine; invalide, il ressassait sa Grande Guerre patriotique (la Seconde Guerre mondiale). Sa mère, qui fut balayeuse et manutentionnaire, est simple ouvrière.

Comme pour Lénine, il existe déjà une légende sur l'enfance de Poutine, fondée sur le film récemment diffusé par la chaîne publique RTR: *Poutine l'inconnu*. Ses copains de classe le décrivent comme un galopin qui monte sur les toits pour voir les feux d'artifice et escalade des balcons pour gagner un pari ou le vainqueur décroche des *pirojkis* (beignets) à la confiture. Sa prof principale se souvient d'un «élève ni surdoué ni mauvais» mais doté d'une «grosse mémoire».

A l'en croire, c'est par romantisme que Poutine rejoint le KGB. Il a dans la tête tous les récits et les films d'espions volant défendre la patrie, très populaires à l'époque. Il rêve de devenir un «007» version soviétique.

En quatrième année de la prestigieuse faculté de droit de Leningrad, Poutine est contacté par les «organes». Le rêve...

Il passe par une première école — de «préparation opérationnelle» — puis atterrit au département du contre-espionnage. Là, les renseignements extérieurs le remarquent. «Je n'ai pas hésité une seconde; on pouvait voyager», confie-t-il.

Sur ses 16 ans au KGB — 1975-91 —, il ne dit que ce qu'il veut bien dire. Il termine sous-colonel, «ce qui n'a rien d'extraordinaire», commente Konstantin Preobrajenski, un ex du KGB lui aussi sous-colonel. Il passe quatre années obscures au Premier Département du KGB (renseignements extérieurs). Puis, en 1985, il est envoyé à Dresde, en Allemagne de l'Est, faire du «renseignement politique». «Il fallait collecter des renseignements sur notre ennemi principal, l'OTAN, sur les leaders politiques actuels et futurs», raconte-t-il, «trouver des sources [comprenez des informateurs], analyser les données, les envoyer à Moscou.»

Une montée fulgurante

Après la chute du Mur en 1989, il faut se résigner à rentrer. Poutine en garde un goût amer. L'année suivante, il s'établit à Saint-Petersbourg. Désormais officier de réserve du KGB, il passe quelques mois comme vice-recteur de la faculté juridique. Il rencontre alors Sobtchak qui y fut professeur. Le petit k.g.biste discret et peu disert en devient vite l'éminence grise. Nommé à la tête du puissant Comité des relations extérieures puis vice-maire, il est l'un des hommes clés de la deuxième ville de Russie.

En 1996, Sobtchak échoue à se faire réélire. Poutine refuse de travailler avec son successeur. «J'aurais eu un sentiment de trahison», dit-il. Là encore, Poutine rebondit vite. Sur les recommandations d'Anatoli Tchoubais, le chef de file des réformateurs qui a coté à Saint-Petersbourg, il est appelé à Moscou. Il va d'abord travailler au Département des biens présidentiels sous la direction de Pavel Borodine, aujourd'hui soupçonné de corruption et blanchiment d'argent. Puis il entre à l'administration présidentielle, est nommé patron du FSB, enfin promu à la tête du Conseil de sécurité.

Silencieux et apparemment docile, Poutine sait se mouvoir dans les arcanes de la «famille» (présidentielle). Eltsine, qui redoute de devoir rendre des comptes face aux multiples scandales qui éclaboussent le Kremlin, apprécie plus que tout la loyauté.

Poutine lui aussi n'a confiance qu'en les siens. Très vite, il fait venir de Saint-Petersbourg d'ex-collaborateurs de la mairie ou du KGB. La plupart sont des gens de sa génération, peu connus et sans grand relief. Mais derrière lui, il y a aussi tout l'ancien entourage. Les «oligarques» comme le très discuté homme d'affaires Boris Berezovski ou Tchoubais, patron de l'électricité, les «bureaucrates du Kremlin» qui servaient la «famille», etc. Tous comptent sur lui pour défendre leurs intérêts, parfois contradictoires.

Difficile de prévoir quelle sera la politique de Poutine. À Saint-Petersbourg, toujours dans l'ombre de Sobtchak, il n'a pas laissé de souvenir marquant. «C'était facile de travailler avec lui», se souvient Kiril Boldovski, qui a collaboré à la mairie avec lui de 1991 à 1994: «un bossier qui comprenait l'économie de marché, assez flexible et pas du tout idéologique. Avant de décider, il réfléchissait longtemps, écoutait beaucoup les autres. Après, il s'y tenait». On est loin de l'image d'homme de fer que veut renvoyer Poutine.

Jusqu'ici, ses oukazes (décrets) et autres décisions fleurissent plutôt l'ancien, le k.g.biste discipliné qui a conservé de bons amis dans la Stasi et garde un penchant pour un État policier: rétablissement de l'instruction militaire à l'école et des cellules du FSB chargées de surveiller l'armée comme aux temps soviétiques, renforcement du contrôle du courrier électronique par le FSB, etc. Mais, en même temps, Poutine peut aussi clamer que la Russie songe à intégrer l'OTAN...

Les libéraux qui le soutiennent soulignent qu'il est d'une nouvelle génération et le premier leader russe à avoir vécu à l'étranger. Il parle un allemand parfait et un anglais passable. Ses opposants, eux, relèvent toutes ses déclarations inquiétantes. «Dans une guerre, on fait toujours des erreurs», dit-il; mais si tu fais la guerre et que tu penses que ton camp a tort, tu ne gagneras jamais. Il faut être pragmatique et ne penser qu'à la victoire.»

OSCARS

SUITE DE LA PAGE 1

(Beauté américaine), satire impitoyable de la vie de banlieue en un pays où on aime les «feel good stories», paraîtrait-il trop noir au goût des académiciens? *The Sixth Sense* (Sixième sens), trop ésotérique avec ses fantômes en grappes (mais quel excellent revirement final)? *The Green Mile* (La Ligne verte), trop confus — et trop insignifiant, ça c'est mon avis personnel — en mélangeant peine de mort et miracles? *The Cider House Rules* (L'Œuvre de Dieu, la part du diable), trop triste sur fond d'orphelinat (mais si gentil, tout de même)? *The Insider* (Révélation), qui aborde les procès des bonzes du tabac, repose avant tout sur la prestation de Russell Crowe. Cela dit, habile réalisation, le film pourrait se révéler un choix de consensus. Alors quoi? Alors, la partie n'est pas jouée et, dans plusieurs catégories, on nage, pour tout dire, en plein cirage.

De fait, le suspense flotte. On s'attend à du grappillage plutôt qu'au balayage glorieux. D'autant plus que l'avance d'*American Beauty*, malgré toutes ses vertus, apparaît mince. *The Insider* et *Cider House Rules* comptent sept nominations chacun. *The Sixth Sense*, six...

Précisons que la soirée des Oscars a perdu des plumes lors des dernières éditions. Les interminables numéros de danse à claquette, les remerciements sans fin ont eu raison de bon nombre de téléspectateurs assoupis dans leur fauteuil avant le couronnement du meilleur film. Même la profession commençait à s'en désintéresser. En dehors de l'année *Titanic*, les derniers crus de l'Academy (5607 membres votants) eurent tendance à mettre en nomination des poulaillers moins commerciaux qu'hier. Or si les cinéphiles y trouvent davantage leur compte, le grand public, qui n'a pas nécessairement vu le gros des œuvres de la course, boudes son petit écran. La cote d'écoute des Oscars a chuté de 17 % l'an dernier. On promet pour cette fois, côté spectacle, de la concision et du punch.

N'empêche, des oiseaux de mauvais augure ont tourné au-dessus de cette 72^e édition. A croire que le bogue de l'an 2000 lui a insufflé son virus. Après les 4000 bulletins égarés dans un sac à la Poste de Beverly Hills, ce fut au tour des statuettes de disparaître dans la nature. Cinquante-cinq d'entre elles furent récupérées, par un quidam ahuri, dans une poubelle au début de la semaine. Comble de malheur, le *Wall Street Journal* avait menacé de publier à l'avance, après sondage, les résultats des Oscars dix jours avant la date sacrée. Quelles pressions, quels ronds de jambe l'ont fait reculer devant son projet de court-circuiter le bal? L'Academy a le bras long. Bilan de l'opération: elle garde le suspense dans son camp jusqu'à dimanche soir.

Le Montréalais David Novak est membre de l'Academy. Il trouve que le cru des films s'est bien amélioré depuis quelques années, faisant place à l'originalité, aux petits films capables désormais de se glisser aux côtés des gros canons. «Les membres de l'Academy voyagent. Ils vont à Cannes, à Berlin, à Venise, connaissent les différents courants cinématographiques. Le monde se globalise. Beaucoup de grosses productions hollywoodiennes ne sont pas de taille pour les Oscars. Le milieu en est conscient aujourd'hui.»

Mais revenons à ces nominations. Versant meilleur réalisateur, Sam Mendes, pour *American Beauty*, part favori et mérite le morceau. Spike Jonze, avec le délirant et original *Being John Malkovich*, s'avère un concurrent fort honorable mais, n'étant pas en lice pour le meilleur film, ses chances sont minces. M. Night Shyamalan a frappé un bon coup avec *The Sixth Sense*. C'est le seul film du lot à avoir récolté la large audience publique (287 millions en recette aux guichets) et sa chute est une perle. Quant à *The Cider House Rules* de Michael Mann, touchant mais assez prévisible, il possède aussi ses supporters.

À titre de meilleur acteur, l'échelle des possibles est plus étendue encore. Personnellement, j'aurais voté pour le vieux Richard Farnsworth (79 ans), qui tenait le rôle de sa vie dans *The Straight Story* de David Lynch. Vœux pieux. Le film n'est en nomination que dans une seule catégorie. Ça nuit toujours. Kevin Spacey mérite aussi le pompon pour sa prestation de bourgeois en rupture de vie dans *American Beauty*, tout comme Russell Crowe dans *The Insider*. Oubliions Sean Penn, le musicien du plutôt rate *Sweet and Lowdown* de Woody Allen. Reste Denzel Washington, seul élément positif de *The Hurricane*, crédible dans un film guimauve. Bref, on ne sait jamais.

Côté actrices, Annette Bening devrait à mon avis rattraper la mise pour sa prestation de madame B.C.B.G. dans *American Beauty*. Encore qu'Hilary Swank, l'androgyne de *Boys Don't Cry*, la talonne de près.

Dans la catégorie seconds rôles masculins, le suspense s'accroît encore. Tant Michael Mann, l'émouvant médecin de *The Cider House Rules*, que Tom Cruise, étonnant en gourou misogyne de *Magnolia*, ou que le petit Haley Joel Osment de 11 ans, fréquentant les fantômes dans *The Sixth Sense*, pourraient l'emporter. Même topo pour les seconds rôles féminins. Je mise sur Catherine Keener, acide et opportuniste dans *Being John Malkovich*, tout en reconnaissant les mérites de Toni Collette, la maman anglois de *The Sixth Sense*. Samantha Morton, seule figure sympathique (la muette) du dernier Woody Allen, possède également ses mérites.

Meilleur scénario original: mon choix se porte sur *American Beauty*. Pour le meilleur scénario adapté, je mise sur Anthony Minghella avec *The Talented Mr. Ripley*, si injustement écarté de la course au meilleur film. Mais il se fera sans doute damer le pion par John Irving avec *The Cider House Rules*. Au chapitre du meilleur film étranger, cette fois, ouf! pas de suspense. On marche sur du solide. *Tout sur ma mère*, de l'Espagnol Pedro Almodovar, sacré meilleur film européen un peu partout (sauf à Cannes l'année dernière), s'achemine d'un pas ferme vers la victoire.

Si vous possédez une petite fibre nationaliste, surveillez, dans la catégorie courts métrages d'animation, nos productions maison. Trois films sur cinq ont été réalisés ici: *When the Day Breaks* de Wendy Telby et Amanda Forbis, une production de l'ONF (Palme d'or du court métrage au dernier Festival de Cannes), *My Grandmother Ironed the King's Shirts* de Torrey Cove et *The Old Man and the Sea* d'Alexandr Petrov, coproduction Canada-Russie-Japon. Quant au *Violon rouge* de François Girard, il pourrait valoir à John Corigliano la statuette de la meilleure musique originale. Sur ce, bons Oscars!

Une offre inacceptable, dit le président de Vidéotron

HÉLÈNE BARIL
LE DEVOIR

Ce que la Caisse de dépôt et Québecor proposent est inacceptable, estime le président de Vidéotron, Claude Chagnon, qui ne pense pas que Rogers Communications doit renchérir.

«A mon avis, l'offre de la Caisse, qui n'est même pas une offre mais un projet, est inférieure à celle de Rogers», a dit M. Chagnon hier au *Devoir*.

Le président de Vidéotron n'a pas été surpris de la contre-attaque de la Caisse de dépôt, qui avait annoncé ses couleurs au cours des derniers jours. «Ce qui est surprenant, c'est que six semaines après [l'offre de Rogers Communications], il n'y a pas encore d'offre», a-t-il commenté.

M. Chagnon a noté que Québecor avait l'intention de financer la transaction en revendant des éléments d'actifs de Vidéotron.

Il trouve aussi que la Caisse de dépôt «joue un petit jeu dangereux» si elle utilise son droit de veto pour empêcher Vidéotron de conclure sa transaction avec Rogers. «Ce que la Caisse dit, c'est: je refuse toutes les transactions dont je ne fais pas partie», s'est-il indigné.

Le président de Vidéotron a réaffirmé son appui à l'offre de Rogers, qui a été bonifiée par la transaction annoncée cette semaine avec Shaw Communications, et que le marché a accueillie très favorablement.

CAISSE

SUITE DE LA PAGE 1

peut créer dépasse l'imagination de la plupart des gens et même la nôtre», a dit M. Bélanger, un ancien dirigeant de TVA et de Québecor.

Pour mettre la main sur Vidéotron, Québecor est prête à investir un milliard comptant et à transférer dans la nouvelle compagnie appelée Québecor Media tous ses journaux de Corporation Sun Media, ses hebdomadaires, ses magazines, sa participation dans Archambault et ses activités Internet, dont le portail Canoe.

La Caisse de dépôt, de son côté, est prête à investir 435 millions dans Québecor Media, ce qui lui donnerait une participation de 14 %. Québecor aurait 54,6 % des actions de la nouvelle compagnie tandis que les actionnaires actuels de Vidéotron en retiendraient 32 %.

Si elle se réalise, la transaction fera de Québecor Media une entreprise comparable à Time Warner, a déclaré le président et chef de la direction de Québecor, Pierre-Karl Peladeau.

La partie est toutefois loin d'être terminée. L'offre conjointe de la Caisse et de Québecor survient à quelques heures de l'assemblée des actionnaires de Vidéotron, qui devait avaliser la vente de l'entreprise à Rogers Communications.

Une injonction obtenue en fin d'après-midi par la Caisse empêche la famille Chagnon de déposer ses actions dans le cadre de l'offre de Rogers.

Les actionnaires majoritaires de Vidéotron, pour leur part, sont furieux du coup de force de la Caisse. Le président de Vidéotron, Claude Chagnon, a réitéré son «appui inconditionnel» à l'offre de Rogers.

La proposition de la Caisse et de Québecor est une entreprise «lourdement endettée, d'une portée géographique limitée et dépourvue des avantages offerts par le bouquet de services de communication, comme la télédistribution, l'accès Internet, le sans-fil, le cellulaire et la téléphonie résidentielle», a-t-il commenté dans un communiqué.

La réaction négative des dirigeants de Vidéotron n'inquiète pas trop le président de Québecor, qui pense qu'il sera possible de s'entendre avec la famille Chagnon, qui détient le contrôle absolu de Vidéotron avec ses actions à droits de vote multiples. «Nous souhaitons que ça se fasse de la façon la plus civilisée et la plus agréable possible», a souhaité Pierre-Karl Peladeau.

M. Peladeau a fait savoir qu'il avait rencontré Claude Chagnon hier matin et que des postes de direction et des sièges au conseil d'administration étaient disponibles pour les dirigeants de Vidéotron dans la future Québecor Media.

Le président de Québecor n'est pas davantage inquiet que Rogers fasse une surenchère, comme l'entente conclue avec les dirigeants de Vidéotron lui en donne la possibilité, parce qu'il a la Caisse de dépôt et son droit de veto de son côté.

La Caisse ne peut pas obliger Vidéotron à accepter son offre mais peut bloquer la vente de la compagnie à Rogers, a expliqué le président de Capital Communications. «Personne ne peut forcer l'autre, mais on a le droit de dire non», a affirmé Pierre Bélanger.

Le porte-parole de la Caisse s'est défendu d'agir pour des motifs politiques ou dans le seul but de garder le contrôle de Vidéotron au Québec. «On n'utiliserait pas un droit de veto de façon outrancière ou si on n'y voyait pas une bonne décision d'affaires», a-t-il dit.

Si la famille Chagnon ne vend pas ses actions à Rogers comme elle s'est engagée à le faire, elle devra payer une pénalité de 2 \$ l'action, soit 241 millions, ce qui ne préoccupe ni Québecor ni la Caisse.

Québecor a obtenu un financement bancaire de 4,3 milliards pour mener à bien la transaction. De cette somme, un milliard viendra de ses coffres — un milliard sera généré par la vente de certains éléments d'actifs de Vidéotron que Québecor juge non stratégiques. Les activités de Vidéotron dans la téléphonie pourraient faire partie des désinvestissements, a indiqué M. Peladeau.

E N B R E F

Les chargés de cours s'unissent

(PC) — Pour la première fois depuis 25 ans, les syndicats représentant les chargés de cours des universités québécoises ont décidé d'unir leurs forces afin de mettre fin à l'injustice historique dont ils se disent victimes. C'est à Trois-Rivières qu'ils ont annoncé la création d'une «coordination intersyndicale» réunissant les chargés de cours de l'Université de Montréal, l'Université Laval, l'Université Concordia, l'Université de Sherbrooke, l'École de technologie supérieure ainsi que des constituantes du réseau de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), à Hull (UQAH), en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), à Chicoutimi (UQAC), à Rimouski (UQAR) et, enfin, à Trois-Rivières (UQTR). Représentés par une quinzaine de personnes, ces 12 syndicats dont 11 sont affiliés aux centrales FNEEQ-CSN, CEQ et SCFQ-FITQ, ont tenu à exprimer leur solidarité envers les chargés de cours de l'UQTR dont le renouvellement de la convention collective fait l'objet d'intenses discussions.